

PAM/PNUE  
Athènes, 2012



Rapport de la Réunion du Bureau des Parties contractantes  
à la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la  
Méditerranée et à ses Protocoles

Rabat (Maroc), 5-6 mai 2010





# **Programme des Nations Unies pour l'environnement**

**EP**

UNEP/BUR/70/5  
30 août 2010  
FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS



## **PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

Réunion du Bureau des Parties contractantes à la  
Convention sur la protection du milieu marin et du  
littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles

Rabat (Maroc), 5-6 mai 2010

### **RAPPORT**

#### **DE LA RÉUNION DU BUREAU DES PARTIES CONTRACTANTES À LA CONVENTION SUR LA PROTECTION DU MILIEU MARIN ET DU LITTORAL DE LA MÉDITERRANÉE ET À SES PROTOCOLES**



## **TABLE DES MATIÈRES**

Rapport

Annexe I: Liste des participants

Annexe II. Ordre du jour

Annexe III: Décisions



## Introduction

1. À l'invitation du Gouvernement du Maroc, la 70<sup>ème</sup> réunion du Bureau des Parties contractantes à la Convention de Barcelone et à ses Protocoles s'est tenue les 5 et 6 mai 2010 à l'hôtel « Golden Tulip Farah » à Rabat (Maroc).

## Participation

2. Les membres ci-après du Bureau et conseillers ont pris part à la réunion : M. Mohamed Benyahia (Maroc), Mme Marijana Mance-Kowalsky (Croatie), Mme Mawaheb Abu-Elazm (Égypte), M. Ilias Mavroidis (Grèce), Mme Ayelet Rosen (Israël), M. Oliviero Montanaro (Italie), Mme Fatiha El Mahdaoui et M. Rachid Firadi (Maroc) et Mme Sheba harawy (Égypte).

3. LE PNUE et l'Unité de coordination du PAM étaient représentés par Mme Maria Luisa Silva Mejias, Administratrice chargée du PAM et Coordinatrice adjointe, et Mme Tatjana Hema, Administratrice de programme au PAM.

4. La liste des participants est reproduite à l'**annexe I** du présent rapport.

## **Point 1 de l'ordre du jour: Ouverture de la réunion**

5. Le Président du Bureau, M. Mohamed Benyahia, Directeur du Partenariat, de la Communication et de la Coopération, Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, a ouvert la séance en souhaitant chaleureusement la bienvenue aux participants et en remerciant le Secrétariat pour avoir mené à bien les préparatifs nécessaires à la présente session. Dans son exposé liminaire, il a mis en relief un certain nombre d'activités et de développements survenus récemment au Maroc, comme le processus d'élaboration de la Charte nationale de l'environnement et du développement durable dans le cadre d'une concertation avec les autorités locales et régionales et autres parties prenantes: société civile, médias, milieux universitaires et scientifiques, et secteur privé. Il a aussi évoqué la célébration au Maroc du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la Journée de la Terre, un événement qui avait réuni, pendant près d'une semaine, la société civile et les pouvoirs publics. Cette célébration s'est conclue sur l'engagement et l'instauration de partenariats entre les différents acteurs concernés, notamment les opérateurs socio-économiques pour des projets concernant les énergies renouvelables, la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> avec la production du biogaz généré et capté à la décharge de Rabat, etc. Tous ces travaux témoignent de l'engagement du Maroc en faveur de l'environnement ainsi que de sa contribution à la protection de l'environnement au niveau régional. Ensuite, le Président a appelé l'attention sur les résultats escomptés de la présente réunion du Bureau, en particulier les orientations fournies au Secrétariat sur les feuilles de routes proposées pour différents processus en vue de mettre en œuvre le programme de travail du PAM. À cet égard, a-t-il souligné, son pays, récemment élu comme membre du Comité de respect des obligations à la réunion de Marrakech, est déterminé à appuyer la pleine application du programme de travail au cours de l'exercice biennal, favorisant ainsi le respect par les Parties contractantes de leurs obligations découlant de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles ainsi que des principes du développement durable.

6. Mme Silva Mejias, Administratrice chargée du Plan d'action pour la Méditerranée et Coordinatrice adjointe, au nom du Secrétariat, a remercié le Ministère marocain de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement d'accueillir à Rabat la première réunion du Bureau depuis la Seizième réunion des Parties contractantes de Marrakech, de son hospitalité et des efforts qu'il avait faits pour la préparation de ladite réunion. Elle a tracé les principaux axes des travaux du Secrétariat, depuis Marrakech, pour ce qui est de la

planification, de l'organisation et de la hiérarchisation des grandes priorités, notamment dans les domaines de la gouvernance du PAM et de l'instauration des partenariats nécessaires qui vont permettre au PAM de progresser le plus possible dans la concrétisation de son programme de travail, à commencer par la Déclaration de Marrakech. De l'avis du Secrétariat, la présente réunion du Bureau avait un double objet: rendre compte des avancées obtenues et formuler des orientations qui permettront au Secrétariat d'agencer ses travaux en fonction de priorités, de lancer à cette fin les activités nécessaires et de se concentrer sur les prestations à fournir pour les mener à bien.

**Point 1 de l'ordre du jour: Adoption de l'ordre du jour provisoire et organisation des travaux**

7. La réunion a adopté l'ordre du jour et l'ordre du jour annoté contenus dans les documents UNEP/BUR/70/1 et 2. L'ordre du jour est reproduit à l'**annexe II** du présent rapport.

**Point 3 de l'ordre du jour: Rapport du Secrétariat sur l'état d'avancement des activités menées au cours de la période novembre 2009 – mars 2010**

8. La réunion a examiné le rapport d'avancement (UNEP/BUR/70/3) section par section.

**Gouvernance**

*1. Questions juridiques*

9. Mme Silva, passant en revue les informations consignées dans le rapport d'avancement UNEP/BUR/70/3 a souligné l'importance que le Secrétariat attachait au processus de ratification et elle a mis en relief les progrès obtenus quant au nombre de Parties pour lesquelles les instruments juridiques nouveaux et révisés du PAM étaient d'ores et déjà en vigueur. Plus concrètement, elle a informé la réunion de la probable ratification de la Convention de Barcelone par l'ensemble des Parties, puisque la Bosnie-Herzégovine a annoncé qu'elle comptait prochainement mener à terme la ratification de tous les instruments juridiques nouveaux et révisés du PAM. De la sorte, les Protocoles "offshore" et "immersions" n'exigent plus qu'une seule autre ratification/acceptation pour entrer en vigueur en même temps. Quant au Protocole GIZC, dont le processus de ratification se trouve à un stade avancé, si les procédures le concernant sont menées à bien comme il est indiqué, il pourra entrer en vigueur d'ici la fin de l'année.

10. Lors du débat, plusieurs questions ont été soulevées. S'agissant du système de rapports du PAM, il a été demandé que l'INFO/RAC rende le système de rapports en ligne plus convivial. Les membres du Bureau ont souligné la nécessité et l'importance d'avoir un système de rapports en ligne opérationnel le plus rapidement possible en vue de faciliter pour les Parties contractantes la tâche de télécharger leurs rapports sur les mesures prises au cours de l'exercice biennal 2008-2009 en application de la Convention et de ses Protocoles.

11. En réponse à une question concernant les travaux du Comité de respect des obligations, Mme Silva a précisé que la réunion devait se tenir au début 2011 en vue de permettre au Comité de traiter les problèmes posés par le cycle de rapportage 2008-2009, dont la réalisation était prévue au cours du second semestre 2010, ce qui permettra ainsi au Comité de se concentrer sur les questions de fond.

12. M. Benyahia, tout en indiquant que le processus de ratification du Protocole GIZC touchait à son terme au Maroc, a, en sa qualité de Président du Bureau, remercié les Parties

contractantes qui en étaient à un stade avancé de leur processus de ratification, et il a exhorté toutes les autres à faire de même en vue d'obtenir une ratification générale et totale de la Convention de Barcelone et en particulier l'entrée en vigueur du Protocole GIZC et des modifications apportées en 1995 au Protocole "immersions".

## *2. Coordination et coopération*

13. Présentant cette question, Mme Silva a fait valoir que, au cours de la période considérée, les travaux du Secrétariat avaient été centrés sur le renforcement de la gouvernance interne en suscitant une planification et une répartition très poussées des attributions entre les CAR afin de favoriser une application sans heurts du programme et en poursuivant activement le processus d'accord de pays hôte en concertation avec le PNUE, le Bureau et les Parties contractantes concernées. S'agissant de la gouvernance externe, l'on a cherché à accroître la coopération avec les 11 partenaires du projet de Partenariat stratégique PAM/PNUE pour le grand écosystème marin de la Méditerranée, en particulier les relations avec la Banque mondiale touchant la composante "investissements", ainsi que la coopération avec la CE et l'AEE dans le cadre de l'application de l'initiative Horizon 2020 et du programme conjoint PAM/PNUE-CE. Des discussions sont en cours avec la CE sur les divers moyens d'assurer la synergie, notamment pour les projets exécutés au titre d'Horizon 2020 (MESHIP, SEIS et renforcement des capacités) de même que la composante "coordination" du projet de Partenariat stratégique PAM/PNUE. Il est ressorti du débat l'idée que l'on pourra appliquer une stratégie de réplication commune pour les composantes "investissements" et "renforcement des capacités" de ces projets.

14. Dans l'attente de la poursuite et de l'approfondissement des discussions sur cette question au titre du point 4 de l'ordre du jour qui allaient suivre lors des prochaines séances, les membres du Bureau ont noté qu'une synergie et une coordination étroite avec les acteurs régionaux était capitale pour obtenir succès et efficacité. Ils ont en outre félicité le Secrétariat pour tous les efforts qu'il avait déployés au cours d'un laps de temps aussi court, notamment en coopérant étroitement avec la CE sur plusieurs questions d'importance et avec l'AEE, et ils ont recommandé que les travaux concernant le système commun d'information soient intimement liés à l'INFO/PAM.

15. Il a été conseillé au Secrétariat de suivre de près les développements récents de la gouvernance régionale environnementale en Méditerranée, notamment dans d'autres enceintes telles que l'Initiative Adriatique et Ionienne, les réunions du dialogue des "5+5", etc. Ces développements doivent être tenus à jour et soigneusement suivis.

## *3. Questions financières, administratives et questions concernant le personnel*

16. Mme Silva a passé en revue les informations consignées dans le rapport d'avancement sur l'état des contributions en indiquant que les montants déjà versés étaient supérieurs aux montants reçus au même mois de l'exercice biennal précédent. Les Parties contractantes sont plus nombreuses à avoir versé leur contribution ordinaire pour 2010. Mme Silva a aussi informé le Bureau de certaines coupes effectives dans les dépenses et de mesures de caractère plus écologique prises par le Secrétariat en application d'une décision de la Seizième réunion des Parties contractantes concernant le budget-programme pour 2010-2011. Elle a aussi communiqué des renseignements sur les postes vacants à l'Unité de coordination et à deux CAR, ainsi que sur les consultants recrutés en vue de renforcer la mise en œuvre du programme de travail.

17. Plusieurs questions ont été soulevées au cours du débat, s'agissant en particulier de la collecte des arriérés de contribution, des postes vacants et du recrutement de consultants.

18. La réunion a rendu hommage aux efforts entrepris par le Secrétariat pour réduire les dépenses. Il a été demandé que toutes les composantes du PAM fassent de même sans délai et qu'elles appliquent en particulier les mesures d'audit similaires à celles prises par le CAR/PP et la certification ISO à l'exemple du Plan Bleu.

19. M. Oliviero Montanaro (Italie) a informé les membres du Bureau que l'ISPRA, l'institut italien abritant l'INFO/RAC, était en cours de réorganisation et que toutes les mesures seraient prises pour faire de ce Centre une structure autonome au sein de l'ISPRA. Les membres du Bureau se sont félicités des dispositions juridiques prises par le Gouvernement italien à l'égard de l'INFO/RAC, et ils ont souligné que, hormis sa composante Gestion des informations/connaissances, l'INFO/RAC devait se concentrer sur des missions de communication telles que l'éducation des jeunes.

20. S'agissant des postes vacants à l'Unité de coordination et à des CAR, plusieurs membres du Bureau ont souligné la nécessité de les pourvoir sans plus attendre. Pour le poste vacant de Directeur du CAR/PAP, Mme Mance (Croatie) a annoncé que l'actuel comité directeur du CAR/PAP avait confirmé M. Marko Prem comme Directeur par intérim et que le processus allait progresser en attendant le renouvellement du Comité directeur du Centre.

21. Soulignant qu'il était d'une importance stratégique que le poste de Coordonnateur du PAM soit pourvu aussi rapidement que possible et dans le courant 2010, plusieurs membres du Bureau se sont dits préoccupés par les retards et les procédures suivies pour le recrutement du poste depuis la publication de la première annonce de vacance et du fait que les Parties contractantes n'avaient été, par l'entremise du Bureau, ni informées de la liste de présélection ni consultées avant que soit prise la décision de ne recommander aucun candidat pour le poste. Le Bureau a fermement exigé d'être informé en temps réel des résultats de chaque étape du processus de recrutement une fois que serait échue la date limite du 21 mai 2010 fixée pour le dépôt des candidatures.

22. M. Mavroidis (Grèce) a rappelé à la réunion qu'une communication sur cette question avait été adressée au Directeur exécutif du PNUE par Mme Tina Birbili, Ministre grecque de l'Environnement, de l'Énergie et du Changement climatique, avec copie transmise aux membres du Bureau, dont l'intention était d'insister sur l'importance pour le PAM du recrutement du Coordonnateur et sur la nécessité urgente de l'accélérer.

23. Reconnaissant l'urgence et l'importance politique de la question, le Président, en conclusion du débat, a demandé au PNUE d'informer le Bureau en temps réel des résultats de chacune des étapes du processus de recrutement et de s'employer à activer celui-ci en sorte que le nouveau Coordonnateur du PAM prenne ses fonctions et y soit pleinement impliqué et opérationnel bien avant la Dix-septième réunion des Parties contractantes.

24. En ce qui concerne les consultants, le Bureau a demandé au Secrétariat de recourir à une démarche ample et cohérente en vue d'évaluer et de planifier à temps les besoins en conseil, de dresser une liste d'experts et d'instaurer une procédure de contrôle de la qualité de leurs travaux.

25. Examinant et prenant note des informations figurant sur les tableaux du rapport d'avancement quant aux progrès obtenus dans l'application du programme de travail sur les 6 thèmes, les membres du Bureau ont formulé quelques propositions. Pour le changement climatique, il a été proposé de mieux le relier à d'autres processus tels que la Stratégie de l'eau de l'Union pour la Méditerranée (UPM). Il a aussi été demandé de souligner la nécessité de hiérarchiser par priorité les travaux sur le thème de la GIZC en vue d'élaborer une stratégie opérationnelle pour guider l'application du Protocole pertinent.

**Pont 4 de l'ordre du jour: Rapport du Secrétariat sur les questions spécifiques**

**Mise en œuvre du Programme de travail 2010-2011 en relation avec le Programme de travail stratégique sur cinq ans**

26. Mme Silva, présentant le Rapport du Secrétariat sur les questions spécifiques (document UNEP/BUR/70/4), a expliqué quelles étaient les motivations des propositions formulées à propos de la planification des tâches selon un ordre prioritaire, le rôle des composantes chefs de file pour les différentes prestations prévues par le Programme de travail du PAM, le calendrier proposé pour les réunions, et le modèle de rapport d'avancement, y compris une liste indicative et concise des activités essentielles en tant qu'actions prioritaires pour les prochains mois.

27. Après débat, le Bureau a souscrit aux suggestions du Secrétariat et à l'approche suivie sur toutes les questions abordées, et il a fait plusieurs propositions, comme celle d'établir une matrice de prestations transversale en vue de mieux comprendre le rôle précis que chacun devait remplir au sein du Secrétariat (Unité de coordination et composantes) pour chaque thème.

28. S'agissant du formulaire de rapport d'avancement semestriel sur la mise en œuvre du Programme de travail, le Bureau a demandé au Secrétariat de renforcer la partie narrative du modèle sous forme d'un résumé qui fournirait ainsi des informations et une vision stratégique sur des questions telles que les difficultés rencontrées, les enjeux, les raisons des déficiences ou retards éventuels de la mise en œuvre, etc. Il a été recommandé que le rapport sur les questions spécifiques soit axé sur l'avenir et sur les questions importantes de la période suivante. De plus, la rédaction d'un résumé sur les prestations menées à bien sera un bon moyen de vérifier et de projeter les avancées.

29. Il a également été proposé que l'exercice de bilan de la GIZC soit mis en exergue en tant qu'action prioritaire essentielle et coordonnée avec l'exercice similaire mené au titre des recommandations de l'UE sur la GIZC, et cela fin d'éviter d'avoir à répondre à différents questionnaires. En outre, il a été demandé de contribuer à relier à la GIZC les travaux sur le changement climatique. Le Secrétariat a informé la réunion que la prochaine réunion du Bureau serait saisie d'une note de synthèse sur cette question qui était présentement en cours d'élaboration par le CAR/PAP.

30. Le Bureau est convenu que le plan de mobilisation de ressources et la préparation du nouveau cycle de programmation devaient faire l'objet d'une attention prioritaire et être inscrits à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Bureau en vue d'activer les efforts de mobilisation de ressources pour les priorités les plus urgentes et encore dépourvues d'un financement. En outre, le Bureau a également demandé au Secrétariat d'élaborer une approche stratégique concernant la réaffectation des fonds non dépensés à l'exécution des prestations prioritaires, pour examen et décision de la part du Bureau.

31. Suite au débat sur les priorités déterminantes au cours des six prochains mois, Mme Silva a précisé que le Secrétariat était conscient des déficiences en matière de financement et que, au lieu d'élaborer un document très complet qui exigerait beaucoup de temps et compte tenu de la crise financière affectant les pays méditerranéens, il avait préféré privilégier une mobilisation des ressources. Ainsi le Secrétariat mène-t-il des pourparlers pour obtenir des fonds pour la CMDD, l'approche écosystémique ainsi que l'adaptation au changement climatique. Après la période des vacances, le Secrétariat s'emploiera à élaborer une véritable stratégie qui ne portera pas seulement sur le court terme mais sur l'ensemble du programme de travail à cinq ans.

32. Le Bureau a approuvé la démarche consistant à adosser deux réunions comme un moyen efficace puisque, de la sorte, les doubles emplois sont évités et que les Parties désignent le même expert à ces deux réunions, s'il y a lieu, ce qui réduit d'autant les dépenses.

*Projet de modèle d'Accord de pays pour les Centres d'activités régionales du PAM*

33. Mme Silva a présenté le processus de finalisation du modèle d'accord de pays, mené en coordination avec le PNUE et en consultation avec le Bureau, en soulignant notamment sa valeur ajoutée. À propos de l'organigramme distribué aux membres du Bureau qui illustre de manière simplifiée le montage institutionnel de la gestion des CAR, avec les organes de gestion et d'administration pertinents, elle a estimé que la mise en place d'un Comité directeur serait un mécanisme important pour assurer l'indispensable dialogue avec les gouvernements concernés quant aux performances et aux travaux des CAR qu'ils accueillent.

34. Lors du débat, plusieurs questions ont été soulevées. Souscrivant dans l'ensemble au contenu du modèle communiqué par le Secrétariat aux pays hôtes d'un CAR, le Bureau a formulé quelques propositions indiquant avant tout qu'il convenait d'accorder aux CAR une autonomie fonctionnelle dans la mise en œuvre du programme de travail. Il a été vivement recommandé de ménager la flexibilité nécessaire en vue de tenir compte des spécificités des pays respectifs lors de l'adaptation du modèle d'accord de CAR à chaque pays hôte.

35. L'accent a été mis sur la nécessité de veiller à ce que le mandat du Comité directeur soit rédigé de manière à éviter toute confusion quant au rôle du Directeur de CAR dans la mise en œuvre du programme de travail du PAM et dans les mécanismes de coordination du CEC au niveau du Secrétariat. Certains membres du Bureau ont suggéré d'accroître le nombre de représentants de pays au sein du Comité directeur, de mieux préciser les différences entre le personnel de recrutement national et international et la nationalité des Directeurs de CAR afin de ne prêter à aucun malentendu. Il a été aussi question de savoir si l'Accord de pays devrait mentionner un mécanisme d'utilisation des ressources du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée comme contribution au fonctionnement des CAR, laissant ainsi à la réunion des Parties contractantes le soin de décider des montants chiffrés. Il a été signalé que, pour certains CAR, il existait déjà un comité directeur, ou conseil d'administration, ou organe consultatif, qui étaient des structures très utiles et efficaces. Le mandat de ces organes ou conseils prévoit déjà que la désignation du Directeur de CAR s'effectue en consultation avec l'Unité de coordination du PAM.

36. À l'issue de ce débat, le Bureau a conclu qu'il importait absolument de définir un certain nombre d'éléments majeurs et déterminants du fonctionnement des CAR qui soient équivalents et communs à l'ensemble de ceux-ci, à savoir notamment que le Directeur possède les qualifications indispensables au poste et soit un ressortissant du pays hôte, que l'Unité de coordination siège au Comité directeur en tant que membre permanent et que les CAR aient une autonomie fonctionnelle pour s'acquitter de leur rôle régional avec efficacité, etc.

37. Le Président a tenu à préciser que les CAR, en dehors du fait qu'ils étaient des institutions nationales, devaient se conformer à un ensemble d'éléments communs convenus et indispensables, respecter un choix de normes applicables à tous pour qu'ils fassent partie du PAM/ PNUE en garantissant ainsi égalité et uniformité, et qu'ils puissent réellement jouer leur rôle régional. S'agissant des autres questions mentionnées dans le projet de modèle d'Accord de CAR, le Président a conseillé de les laisser à l'appréciation du pays hôte et du Secrétariat du PAM/PNUE dans le cadre d'une négociation mutuelle tenant compte des situations juridiques et des organes de gestion instaurés dans les CAR.

38. Le Bureau est convenu que le Secrétariat devait s'employer à définir plus précisément les normes communes sur la base des orientations et délibérations présentes du Bureau à ce sujet et les soumettre pour examen par la réunion à la séance d'adoption des décisions du lendemain.

#### Stratégie d'information & communication

39. Présentant le chapitre 4 du Rapport sur les questions spécifiques UNEP BUR 70/4 - Additif 1, Mme Silva a indiqué que, conformément aux prescriptions du Document sur la gouvernance, le Secrétariat s'employait à parler d'une seule voix. Elle a apporté des précisions sur le processus participatif adopté pour formuler la stratégie et, à cet égard, le Secrétariat avait pour démarche d'élaborer dans l'avenir une stratégie reposant sur 3 piliers: a) délivrer un message commun du PAM en vue de témoigner de l'appartenance de toutes les composantes à la même organisation ; b) recenser et mobiliser des partenaires influents de la société civile et du secteur privé ; et c) utiliser une méthode de campagne visant à inciter aux niveaux régional et national d'autres acteurs et le grand public à intervenir autour de problématiques majeures. Mme Silva a déclaré qu'elle partageait avec les membres du Bureau certaines des recommandations préliminaires de l'évaluation.

40. À l'issue du débat, le Bureau a félicité le Secrétariat pour cette initiative et a souligné l'importance de la communication comme moyen efficace de valoriser les objectifs du PAM en atteignant public et partenaires. Tout cela peut aussi être utile pour mobiliser des ressources externes supplémentaires. Le Bureau a proposé en outre de préparer des actions ciblées sur différentes catégories d'acteurs : instances juridiques, pouvoirs publics et grand public, ce qui implique par ailleurs une concertation permanente et une information à jour sur la coopération des organisations régionales.

#### Application de la Décision IG 17/6 sur l'approche écosystémique

41. Au sujet de l'application de l'approche écosystémique en tant que processus destiné à donner des résultats concrets et à faire l'objet d'une appropriation par les Parties contractantes, Mme Silva, présentant le chapitre pertinent du document BUR/70/4 sur les questions spécifiques, a invité le Bureau à centrer le débat sur trois questions : plan de travail 2010-2011 ; synergie nécessaire avec les processus pertinents ; et proposition du Secrétariat concernant l'élaboration du Rapport sur l'état de l'environnement en se fondant sur les résultats des étapes "évaluation" de l'application de l'approche écosystémique. Elle a insisté sur la nécessité de consacrer davantage de ressources et de temps en vue d'assurer une bonne implication des Parties contractantes dans ce processus. À cet égard, combiner les activités relatives aux indicateurs d'efficacité et l'application de l'approche écosystémique permettra une utilisation plus efficace des ressources. De plus, le Secrétariat a bon espoir que la CE accordera un appui supplémentaire à cette fin.

42. Le Bureau a examiné de manière approfondie la nécessité d'assurer les synergies en vue d'accroître l'attention politique aux questions marines et côtières en Méditerranée et de contribuer à l'application d'approches cohérentes pour éviter une redondance des efforts et des ressources. Le Secrétariat a informé la réunion que la CE avait mis en place un mécanisme de coordination qui permettra aux mers régionales d'échanger des expériences et de prendre l'initiative sur différents aspects dans l'application de l'approche écosystémique.

43. S'agissant du plan de travail, des membres du Bureau ont fait part de leurs préoccupations quant à d'éventuelles disparités dans l'application de la décision IG 16/5 de la Quinzième réunion des Parties contractantes à Almeria et de la directive-cadre « Stratégie pour le milieu marin » de l'UE (DCSMM). Le représentant de la Grèce a formulé quelques suggestions visant à corriger les paragraphes relatifs au plan de travail proposé dans le texte

du rapport et certaines références aux objectifs, aux indicateurs et au calendrier dans l'annexe IV du rapport.

44. Le représentant de l'Italie a demandé au Secrétariat d'entreprendre des activités visant à identifier des synergies possibles avec la DCSMM de l'UE qu'il conviendra de créer dans une perspective de court et de long terme, car il sera très difficile aux États membres de l'UE de mener en parallèle deux processus différents sur la même question.

45. En ce qui concerne le rapport d'évaluation sur l'état du milieu marin, certains membres du Bureau ont demandé au Secrétariat de n'épargner aucun effort pour assurer les équilibres nécessaires entre les chapitres consacrés à la pollution et à la biodiversité, compte tenu du fait que les descripteurs/indicateurs de la DCSMM et les objectifs écologiques escomptés se rapporteront notablement à la biodiversité. En outre, l'évaluation générale pour l'ensemble de la Méditerranée, établie à partir des différents rapports sous-régionaux, appelle une poursuite des discussions et plus ample réflexion.

46. Enfin, les membres du Bureau ont demandé que l'exercice de fixation des priorités tienne compte en premier lieu des problématiques plutôt que des secteurs, et cela sur la base des résultats du rapport d'évaluation. En ce qui concerne le calendrier d'exécution de la feuille de route de l'approche écosystémique, le Bureau a également conseillé d'envisager et prendre en compte la synergie nécessaire à instaurer avec le cycle de mise en œuvre de la DCSMM selon le cas, afin de faire progresser le processus du PAM et d'accroître les ressources pour son application efficace.

47. Intervenant après ces demandes, Mme Silva a remercié les membres du Bureau pour leur appui aux efforts faits jusqu'ici pour exécuter la feuille de route de l'approche écosystémique et a exposé les principales raisons pour lesquelles le Secrétariat avait porté cette question à l'attention du Bureau, à savoir: assurer l'appropriation du processus par les Parties, assurer les ressources indispensables aux activités, et assurer les synergies et l'avancée du processus alors que toutes les questions techniques seraient traitées de manière approfondie par la deuxième réunion d'experts en juillet 2010.

48. Suite à plusieurs interventions, le Bureau a recommandé de mettre en œuvre les deux processus dans un esprit de cohérence et de renforcement de leurs convergences et a demandé au Secrétariat de recenser, avec le concours de compétences techniques, les synergies nécessaires en vue de les soumettre à l'examen de la réunion d'experts sur l'approche écosystémique prévue au mois de juillet suivant, en gardant présent à l'esprit que les Parties ne pouvaient matériellement pas mener des processus d'évaluation et des programmes de surveillance différents.

*Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne (ASPIM) situées au delà des juridictions nationales*

49. Mme Silva, passant en revue le chapitre 5 du document BUR/70/4, a exposé la justification de la demande faite au Bureau d'approuver la tenue par le CAR/ASP de la réunion extraordinaire de ses Points focaux ainsi que de certaines propositions du Secrétariat concernant la participation du PAM à la CoP de la Convention sur la biodiversité prévue à Nagaya en octobre 2010.

50. Le Bureau a approuvé la proposition concernant la réunion extraordinaire des Points focaux du CAR/ASP et a eu un échange de vue sur les résultats qui en étaient escomptés. Plus concrètement le Bureau a abordé les modalités d'élaboration d'une approche juridique et institutionnelle rationnelle pour la création d'ASPIM dans des zones situées au-delà des juridictions nationales, dans la perspective d'un plus ample examen par le Bureau et les Points focaux du CAR/ASP. Cette approche contribuera à créer une vision claire concernant

la gestion des ASPIM et la nécessité de renforcer la coopération avec d'autres organisations internationales pertinentes à cette fin, conformément au Programme de travail du PAM et à la Déclaration de Marrakech. Il a été souligné que les Parties auraient peut-être besoin de temps et de mener une concertation interne avec d'autres Ministères comme celui des Affaires étrangères en vue d'étudier tous les aspects et les implications juridiques de la création de zones telles que les ASPIM au-delà des juridictions nationales.

#### CoP de la CDB de 2010

51. La réunion a eu un échange de vues sur la manière la plus efficace, pour le PAM, d'être présent et de contribuer à la CoP de la CDB à Nagaya, en tenant compte du fait que la Méditerranée possède un patrimoine historique et naturel dans lequel il est possible de retrouver, à une échelle restreinte, tous les préoccupations qui se font jour à l'échelle mondiale et, à une échelle moyenne, une coopération Nord-Sud qui est absolument originale. Analysant les trois options proposées – stand, manifestation parallèle, conférence -, le Bureau a souscrit à la proposition du Secrétariat concernant un stand et l'organisation d'une manifestation en marge de la CoP 11 de la CDB prévue en octobre 2010 à Nagaya (Japon) et à ce qu'une déclaration soit faite par le Président/Coordonnateur du PAM/PNUE lors de la session ministérielle de cette CoP. Le Bureau est convenu de la procédure de préparation de la déclaration sous l'orientation du Président.

#### **Mise en œuvre de la Déclaration de Marrakech**

##### Cadre régional d'adaptation au changement climatique

52. Mme Silva a présenté la feuille de route de l'élaboration du cadre régional d'adaptation au changement climatique en Méditerranée à la suite de la Déclaration de Marrakech et de la 12<sup>ème</sup> réunion de la CMDD.

53. Le Bureau a approuvé les propositions du Secrétariat, y compris la démarche utilisée pour élaborer le modèle, en recommandant que celui-ci constitue une sorte de cadre de principes ou d'actions et qu'il prévoie des liens clairs avec d'autres acteurs et des plateformes politiques régionales existantes telles que la GIZC, la SMDD, la Stratégie de l'eau de l'UpM, le projet PAM/PNUE-FEM sur la variabilité du climat, l'application de l'approche écosystémique par le PAM et au titre de la DCSMM, et qu'il soit axé sur la zone marine et côtière. Le représentant de l'Égypte a souligné la nécessité de continuer à œuvrer sur l'évaluation de la vulnérabilité des zones au changement climatique selon un calendrier, compte tenu de l'urgence de la question et des graves répercussions du changement climatique pour la Méditerranée.

54. Le Bureau a proposé que le Secrétariat contacte les Points focaux du PAM en vue de recueillir auprès d'eux des informations sur les actions, programmes et institutions en vue d'un document sur l'adaptation au changement climatique qui dresserait un inventaire des réseaux de connaissances, programmes et organisations actives dans ce domaine.

55. Par ailleurs, il a été indiqué que les communications nationales faites dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques devraient constituer une excellente source d'information pour l'élaboration de ce document d'inventaire.

56. S'agissant des ressources nécessaires pour l'élaboration du cadre régional, le Bureau est convenu que le Secrétariat pourrait recourir aux fonds non dépensés en soulignant que, à l'avenir, il conviendrait d'instaurer une politique selon laquelle le Secrétariat soumettrait une liste d'activités/actions prioritaires pour examen et approbation des fonds non dépensés en fonction des priorités assignées.

Gouvernance régionale

57. Rappelant qu'à la réunion de Marrakech les Parties contractantes avaient demandé aux différentes organisations œuvrant en Méditerranée de créer des synergies sur la base de leurs avantages comparatifs, Mme Silva a fait part au Bureau de certaines réflexions que le Secrétariat avait faites au cours des six derniers mois quant au meilleur moyen de concrétiser en pratique ces déclarations et engagements généraux en faveur de synergies en vue de définir les domaines essentiels et les meilleures modalités de coopération, en particulier avec l'UpM. Comme il s'agit d'un acteur régional important au niveau stratégique et institutionnel ainsi qu'à celui des projets, le Secrétariat estime qu'il serait avisé et utile de prendre d'abord contact avec le Secrétariat de l'UpM en vue de réaliser cette coopération de manière structurelle en participant à ses processus d'élaboration de documents politiques et d'instaurer une coopération institutionnelle pour les projets.

58. Après débat, il a été souligné que le l'UpM travaillait à un niveau politique très élevé et dans le cadre de projets, alors que le PAM se consacrait à un certain nombre de questions politiques et techniques déterminantes relatives au milieu marin et côtier ainsi qu'aux problématiques connexes du développement durable aux niveaux politique, juridique et institutionnel. À cet égard, le PAM pourra fournir à l'UpM ses principaux objectifs et priorités pour qu'elle les inscrive à son agenda politique le plus élevé et bénéficier d'elle la capacité de mobiliser et d'apporter des ressources financières supplémentaires et des projets, de même qu'obtenir en retour une attention accrue à son propre agenda politique. En dépit des difficultés auxquelles est confrontée l'UpM, il existe, de la part des Parties contractantes, dont certaines assument une charge au sein de la structure institutionnelle de l'Union, la conviction forte que l'instauration d'une coopération revêt une importance majeure.

59. Les membres du Bureau ont approuvé l'approche de coopération proposée. Ils ont estimé qu'il convenait absolument d'articuler les aspects pratiques de l'instauration de contacts avec l'UpM afin de créer avec celle-ci des liens organiques au niveau politique et au niveau des projets. Une première disposition à prendre d'emblée consiste à échanger des informations sur les projets à entreprendre en vue d'éviter les doublons et d'assurer des complémentarités. L'on pourrait laisser au PAM la promotion des projets en raison de sa connaissance des besoins et des priorités des pays, et promouvoir ainsi la mobilisation de ressources.

60. Lors du débat qui a suivi, certains membres du Bureau ont proposé que le PAM se lie avec l'UpM de manière prudente. D'autres ont estimé que le PAM devait connaître les priorités de l'UpM en matière d'environnement et forger une vision stratégique de sa coopération avec l'Union. Un autre membre a suggéré d'attendre la réunion des ministres de l'environnement afin de se faire une idée plus claire de l'agenda environnemental de l'UpM avant d'engager des discussions avec son Secrétariat. La représentante de la Croatie, regrettant que la réunion ministérielle de Dubrovnik ait été reportée, a insisté sur la nécessité pour le PAM d'être présent à la réunion ministérielle du fait qu'il était en mesure de jouer un rôle déterminant, qu'il possédait une connaissance et une expérience de longue date des pays, et qu'il convenait de tirer parti de la portée politique de l'UpM pour permettre au PAM d'apporter un complément important de ressources financières à la région et d'accroître l'attention des enceintes politiques à son égard.

61. Le Président, en conclusion du débat, a indiqué que le moment était venu de traduire concrètement en coopération la déclaration faite par les Parties contractantes, d'obtenir des résultats tangibles qui seraient déterminants. Par ailleurs, bien que les organisations régionales aient confirmé leur volonté de coopérer les unes avec les autres, quand il s'agit de mettre cette volonté en pratique, cela devient compliqué. Les réunions des Parties

contractantes, a-t-il rappelé, en particulier la dernière tenue à Marrakech, ont reconnu en l'UpM un important processus régional avec lequel le PAM doit avoir une coopération dynamique, une complémentarité, et favoriser des synergies respectives. Même si l'UpM ne progresse pas à la vitesse requise, il importe du moins, au niveau des projets, qu'un lien organique et pleinement opérationnel soit établi, le PAM ayant beaucoup à offrir, compte tenu de sa longue expérience remontant à quelque 35 ans et du réseau institutionnel et humain mis en place pour différents projets. L'UpM étant un acteur majeur, le PAM doit établir des liens aux niveaux opérationnel, technique et stratégique en vue de jouer son rôle et de rehausser sa visibilité. Bien que, au début, la coopération ne puisse se traduire par des résultats effectifs, il importe d'amorcer des contacts et de créer une perspective à long terme, ce qui sera bénéfique pour l'UpM, pour le PAM lui-même et pour tous les Méditerranéens.

62. Mme Silva est à nouveau intervenue pour présenter une autre initiative animée par l'UE sur la politique maritime intégrée, un processus que le PAM avait suivi à la lettre. Un exercice d'inventaire est entrepris en matière de politique maritime intégrée en vue de recenser les opportunités de gouvernance, notamment les structures régionales actuelles permettant de renforcer la coopération régionale dans ce domaine.

63. Les membres du Bureau ont souligné la nécessité d'établir des liens tant avec la DCSMM qu'avec la politique maritime intégrée de l'UE. Le représentant de l'Italie a proposé d'accorder une importance à trois autres thèmes en plus du domaine de coopération couvert avec la CE (approche écosystémique, politique maritime intégrée et Initiative Horizon 2020), à savoir : GIZC, directive-cadre sur l'eau de l'UE et Protocole "tellurique".

#### Évaluation de la CMDD/SMDD

64. Présentant ce point de l'ordre du jour, Mme Silva a exposé le mandat visant à évaluer la mise en œuvre de la SMDD en 2010. Le cahier des charges de l'évaluation a été révisé pour s'assurer qu'il tient compte de l'évolution de la situation en Méditerranée et des nouveaux acteurs. Le Comité directeur de la CMDD a été consulté et le cahier des charges a été convenu. Le Secrétariat a établi un plan de travail détaillé, échelonné sur sept mois. La révision de la composition de la Commission méditerranéenne du développement durable - l'autre mandat en suspens - devra attendre que l'évaluation soit achevée car celle-ci fournira une orientation et des idées concernant la manière dont la CMDD devra travailler à l'avenir. Ainsi le Secrétariat demande-t-il au Bureau de faire part de ses vues sur le cahier des charges de l'évaluation, la procédure et la feuille de route qui sont prévues pour mener à bien l'évaluation, en vue d'aider le Secrétariat dans les discussions à venir en envisageant la CMDD comme une plateforme susceptible de répondre à de nouvelles préoccupations environnementales dans d'autres politiques sectorielles.

65. Le représentant de la Grèce, en tant que membre du Comité directeur de la CMDD, a informé la réunion que son pays était associé au processus et qu'il était très satisfait des résultats.

66. Le Bureau a demandé que, en plus du processus de révision du mandat et de la structure de la CMDD, l'on s'efforce d'utiliser les économies réalisées pour lier l'activité de la CMDD à l'actualisation du Programme stratégique indicatif sur cinq ans et du Programme de travail biennal pour la prochaine réunion des Parties, car les travaux de la CMDD pourraient influencer sur le mécanisme final de préparation du Programme de travail. Quant aux fonds requis, le Bureau a souscrit à la demande du Secrétariat d'utiliser les économies réalisées pour financer des activités de la CMDD mais en indiquant que, à l'avenir, il conviendrait de disposer de renseignements précis sur les montants de ces économies.

67. Répondant à une préoccupation exprimée quant au décalage entre le processus de finalisation de l'évaluation de la SMDD prévu pour février 2011 et la réunion de la CMDD en mai de la même année, Mme Silva a précisé qu'aucun effort n'était ménagé pour réunir les fonds nécessaires en vue d'amorcer un processus sérieux et très solide de consultation sur les résultats de l'évaluation, en s'attachant notamment aux priorités nouvelles/révisées de la CMDD.

Mesures et programmes juridiquement contraignants de lutte contre la pollution

68. Présentant ce point subsidiaire, Mme Tatjana Hema, Administratrice de programme au PAM, a rappelé la décision prise à Marrakech concernant l'élaboration d'un nouvel ensemble de mesures juridiquement contraignantes sur le mercure, l'industrie agroalimentaire et un certain nombre de POP. Elle a informé le Bureau que les travaux avaient déjà commencé et que le Secrétariat souhaitait lui faire part de ses vues à propos du processus, eu égard au rôle important que les Parties contractantes devraient jouer dans le développement d'un tel mécanisme, non seulement dans l'application des mesures juridiquement contraignantes mais aussi dans leur formulation.

69. Étant donné que plusieurs processus d'évaluation ont lieu au PAM cette année, les membres du Bureau ont demandé au Secrétariat de faire en sorte que toutes ces activités soient menées de manière plus synergique en vue d'éviter les doublons et un fardeau excessif pour les pays. Les évaluations menées au niveau mondial et à divers niveaux régionaux, comme celle sur le mercure, doivent prendre en compte la nécessité de synergie et de cohérence, faute de quoi les Parties contractantes auront à soumettre des informations sur la même question à trois processus différents. Le Bureau a également indiqué que le calendrier concernant l'évaluation sur le mercure était plus resserré par rapport au calendrier du processus mondial entrepris dans le cadre de la décision du Conseil d'administration du PNUE de 2010.

70. En conclusion du débat, le Président a demandé que le Secrétariat accorde la priorité à ces questions afin de les coordonner avec les autres organisations et d'éviter que les efforts ne se recoupent et qu'une charge inutile ne pèse sur les pays.

Stratégie Globallast Med

71. Présentant ce point subsidiaire, Mme Silva a fait mention de la décision de la dernière réunion des Parties contractantes concernant l'élaboration de la Stratégie Globallast, dont le processus est appuyé par un projet mondial, qui est mis en œuvre par le Fonds mondial pour l'environnement, le PNUD et l'OMI. La Méditerranée est l'une des régions clés de ce projet. Le REMPEC a entrepris certaines activités pour faire progresser l'élaboration de cette stratégie à travers le système du PAM/PNUE. Il souhaite avoir le soutien du Bureau pour que les Parties contractantes soient incitées à faire tout leur possible pour participer aux réunions de la Task force créée pour finaliser la stratégie nationale actuellement en préparation. Ainsi, ce soutien assurera-t-il un degré élevé d'appropriation et de participation avant la soumission de la stratégie à la Dix-septième réunion des Parties contractantes de novembre 2011.

72. Le Bureau a donné son aval aux recommandations proposées et a eu un échange de vues concernant la ratification et l'application de la Convention sur la gestion des eaux de ballast puisque ces dernières posent un problème de haute priorité pour la biodiversité en Méditerranée.

73. Certains membres du Bureau ont confirmé que leur pays était sur le point de ratifier la Convention et ont fait part de leur soutien à toutes les activités entreprises dans le cadre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast, convaincus qu'une participation à la

deuxième réunion organisée dans le cadre du REMPEC était d'une grande importance, et ils ont déclaré qu'ils encourageaient par conséquent toutes les Parties à y prendre une part active, en exprimant en particulier leur adhésion sans réserve à la création de task forces juridiques nationales, de comités transversaux qui faciliteraient notablement les travaux effectués en vue de ratifier et d'appliquer la Convention sur la gestion des eaux de ballast.

74. Il convenait aussi de prendre en compte un certain nombre d'éléments opérationnels, à savoir les lignes directrices qui étaient appliquées par l'OMI. À cet égard, l'Italie proposera de centrer la réunion qui va se tenir en juin 2010 en Turquie sur la partie opérationnelle de cette Convention, à savoir l'ajustement des lignes directrices aux conditions de la Méditerranée de manière à renforcer le travail mené en commun avec l'OMI. L'Italie prépare actuellement un projet de création d'un système de surveillance normalisé destiné à vérifier l'application de la Convention sur la gestion des eaux de ballast et à contrôler la capacité des navires à évacuer leurs eaux de ballast dans les installations portuaires. Il a confirmé que bientôt, une fois que ce projet serait achevé, ses résultats seraient mis à la disposition des Parties aux fins de réplique, le cas échéant.

**Point 5 de l'ordre du jour: Questions diverses**

75. À l'obligante invitation de Mme Mance, il a été décidé que la prochaine réunion du Bureau se tiendra à Zagreb (Croatie) en décembre 2010.

**Point 6 de l'ordre du jour: Conclusions et décisions**

76. Le Bureau a examiné un relevé de conclusions et décisions préparé par le Secrétariat et qui a été adopté par le Bureau, tel que remanié. La liste des conclusions et décisions figure à l'**annexe III** du présent rapport.

**Point 7 de l'ordre du jour: Clôture de la réunion**

77. Après l'échange des civilités d'usage, le Président a prononcé la clôture de la réunion le jeudi 6 mai 2010 à 13 heures.



# ANNEXE I

## LISTE DES PARTICIPANTS

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>MOROCCO</b><br/><b>MAROC</b><br/><b>(PRESIDENT)</b></p>     | <p><b>M. Mohamed Benyahia</b><br/>Directeur du Partenariat, de la Communication et de la Coopération<br/>Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement<br/>4 Avenue Al Abtal<br/>Agdal, Rabat</p> <p>Tel 212 37576637<br/>fax 212 37576638<br/>e-mail : <a href="mailto:benyahia@environnement.gov.ma">benyahia@environnement.gov.ma</a></p> <p><b>Mme Fatiha El Mahdaoui</b><br/>Chef de Division de la Coopération Internationale<br/>Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau et de l'Environnement<br/>Département de l'Environnement<br/>Tel: 212 537 570640<br/>Fax: 212 537 576638<br/>Email: <a href="mailto:elmahdaoui@environnement.gov.ma">elmahdaoui@environnement.gov.ma</a></p> <p><b>M. Rachid Firadi</b><br/>Chef du Service de la Coopération Multilatérale<br/>Direction du Partenariat, de la Communication et de la Coopération<br/>Département de l'Environnement<br/>Tel: 212-537-57 06 48/ GSM 212 661 92 54 73<br/>E-mail: <a href="mailto:firadi@environnement.gov.ma">firadi@environnement.gov.ma</a>, <a href="mailto:firadirachid@yahoo.fr">firadirachid@yahoo.fr</a></p> <p><b>Mme Nassira Rheyati</b><br/>Ingénieur d'État Principal au Service de la Coopération Multilatérale<br/>Mob : +212 0666439948<br/>E-mail: <a href="mailto:r_nassira@yahoo.fr">r_nassira@yahoo.fr</a></p> <p>Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, Chargé de l'Eau et de l'Environnement<br/>No 9, Avenue Al Araar, Secteur 16<br/>Hay Riad,<br/>Rabat<br/>Maroc</p> |
| <p><b>EGYPT</b><br/><b>ÉGYPTE</b><br/><b>(VICE-PRESIDENT)</b></p> | <p><b>Ms Mawaheb Abu-Elazm</b><br/>Chief Executive Officer<br/>Cabinet of Ministers<br/>Egyptian Environmental Affairs Agency (EEAA)<br/>30 Misr-Helwan El-Zyrae Road<br/>P.O. Box 11728 Maadi<br/>Cairo<br/>Egypt</p> <p>Tel: 20-2-2 5256452<br/>Fax: 20-2-2 5256490<br/>E-mail: <a href="mailto:mawaheb@eeaa.gov.eg">mawaheb@eeaa.gov.eg</a></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                      | <p><b>Ms Heba Sharawy</b><br/> Director of International organization department<br/> International cooperation central department<br/> Egyptian Environmental Affairs Agency (EEAA)<br/> 30 Misr-Helwan El-Zyrae Road<br/> P.O. Box 11728 Maadi<br/> Cairo<br/> Egypt</p> <p>Tel: 20-2-2 5256452, ext. 8411<br/> Fax: 20-2-2 5256490<br/> E-mail: heba_shrawy@yahoo.com</p>                                                                        |
| <p><b>GREECE<br/>GRÈCE<br/>(VICE-PRESIDENT)</b></p>  | <p><b>Mr Ilias Mavroidis</b><br/> Department of International Relations and EU Affairs<br/> Hellenic Ministry for the Environment, Energy and Climate Change<br/> Department of International Relations and EU Affairs<br/> 15, Amaliados Str.,<br/> 115 23 Athens<br/> Greece</p> <p>Tel: +30 210 6426531/ 213 15 15 666<br/> Fax: +30 210 64 34 470<br/> E-mail: <a href="mailto:i.mavroidis@tmeok.minenv.gr">i.mavroidis@tmeok.minenv.gr</a></p> |
| <p><b>ITALY<br/>ITALIE<br/>(VICE-PRESIDENT)</b></p>  | <p><b>Mr Oliviero Montanaro</b><br/> Head of Unit<br/> Land and Coastal Areas Management<br/> Department for Nature Protection<br/> Italian Ministry for the Environment, Land and Sea<br/> Via C. Colombo 44<br/> 00147 Rome</p> <p>Tel: +39.06.5722.3441<br/> Fax: +39.06.5722.8424<br/> Mob: +39 3293810308<br/> E-mail: <a href="mailto:montanaro.oliviero@minambiente.it">montanaro.oliviero@minambiente.it</a></p>                            |
| <p><b>ISRAEL<br/>ISRAËL<br/>(VICE-PRESIDENT)</b></p> | <p><b>Ms Ayelet Rosen</b><br/> Director<br/> Division of International Relations<br/> Ministry of Environmental Protection<br/> P.O. Box 34033<br/> 5 Kanfei Nesharim Street,<br/> 95464 Jerusalem<br/> Israel</p> <p>Tel.: +972 2 6553745<br/> Mobile: +972506233299<br/> Fax: +972 2 6553752<br/> E-mail: <a href="mailto:ayelet@sviva.gov.il">ayelet@sviva.gov.il</a></p>                                                                        |

|                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>CROATIA<br/>CROATIE<br/>(RAPPORTEUR)</b></p>                                                                                                                      | <p><b>Ms Marijana Mance Kowalsky</b><br/>         Director<br/>         Directorate for International Relations and Sustainable Development<br/>         Ministry of Environmental Protection, Physical Planning and Construction<br/>         Republike Austrije 14<br/>         10000 Zagreb<br/>         Croatia</p> <p>Tel: + 385 1 3782 154<br/>         Fax: +385 1 3717 135<br/>         e-mail: marijana.mance@mzopu.hr</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>UNEP/COORDINATING UNIT FOR<br/>THE MEDITERRANEAN ACTION<br/>PLAN (MAP)<br/>PNUE/UNITE DE COORDINATION<br/>DU PLAN D'ACTION POUR LA<br/>MEDITERRANEE (PAM)</b></p> | <p><b>Ms Maria Luisa Silva Mejias</b><br/>         Officer-in-Charge<br/>         Deputy Coordinator<br/>         Tel: +30-210-7273126<br/>         Fax: +30-210-7253196/7<br/>         E-mail: maria.luisa.silva@unepmap.gr</p> <p><b>Ms Tatjana Hema</b><br/>         MEDU Programme Officer<br/>         Tel: +30-210-7273115<br/>         Fax: +30-210-7253196/7<br/>         E-mail: thema@unepmap.gr</p> <p>Coordinating Unit for the Mediterranean Action Plan<br/>         48, Vassileos Konstantinou Avenue<br/>         116 35 Athens<br/>         Greece<br/>         Tel switchboard: 30-210-7273100<br/>         Fax: 30-210-7253196-7<br/> <a href="http://www.unepmap.gr">http://www.unepmap.gr</a></p> |



## ANNEXE II

### AGENDA

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Rapport du Secrétariat sur l'état d'avancement des activités menées au cours de la période novembre 2009 – mars 2010
4. Questions spécifiques
  - 4.1 Gouvernance du PAM/PNUE
    - a) *Mise en œuvre du Programme de travail pour 2010-2011 en relation avec le Programme de travail stratégique sur cinq ans*
      - Calendrier des principales réunions du PAM
      - Priorités 2010-2011
    - b) *Projet de modèle d'Accord de pays pour les Centres d'activités régionales*
    - c) *Évaluation concernant l'information-communication: partage des premiers résultats*
  - 4.2 Application de la Décision IG 17/6 sur l'approche écosystémique (APEC)
  - 4.3 Biodiversité
    - a) *Les ASPIM au delà de la juridiction nationale*
    - b) *Convention CDB 2010*
  - 4.4 Application de la Déclaration de Marrakech
    - a) *Processus de planification de l'adaptation au changement climatique*
    - b) *Gouvernance régionale*
    - c) *Évaluation concernant la SMDD/CMDD*
  - 4.5 Programmes et mesures juridiquement contraignants pour combattre la pollution
  - 4.6 Stratégie Globalast Med
5. Questions diverses
6. Conclusions et décisions
7. Clôture de la réunion



## **ANNEXE III**

### **Conclusions et Décisions**

#### **1. *Entrée en vigueur des instruments juridiques du PAM***

Le Bureau, prenant acte des progrès importants accomplis par les Parties contractantes touchant la ratification de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, exhorte les Parties qui ne l'ont pas encore fait à accélérer les procédures de ratification et/ou acceptation, en particulier pour le Protocole GIZC, pour faire en sorte que la base juridique du PAM devienne pleinement effective.

#### **2. *Rapports 2008-2009***

1. Le Bureau demande aux Parties contractantes de soumettre leurs rapports en temps voulu sur les mesures prises, au cours de l'exercice biennal 2008-2009, en application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, ainsi que des décisions pertinentes des Parties contractantes.

2. Le Bureau invite l'info/RAC et l'Unité de coordination à faire tout leur possible pour mettre en ligne le formulaire de rapport du PAM, de manière conviviale et le plus rapidement possible, et à fournir un concours technique aux Parties contractantes qui le demandent.

#### **3. *Mise en œuvre du Programme de travail 2010-2011 en relation avec le Programme de travail stratégique sur cinq ans***

1. Le Bureau donne son aval aux mesures prises pour marquer des avancées dans la mise en œuvre cohérente du Programme de travail, en particulier la définition des priorités cardinales de l'ensemble du système pour respecter les délais et les dispositions budgétaires (Appendice 1), et il demande au Plan Bleu de suivre la même démarche et note la clarification selon laquelle les composantes du PAMPNUE ont une responsabilité de chef de file pour mener à bien les diverses prestations.

2. Le Bureau approuve le modèle de rapportage et suivi des progrès, tel que proposé par le Secrétariat, et recommande d'étoffer la section explicative de manière à obtenir un exposé plus approfondi des prestations, résultats et difficultés rencontrées durant la mise en œuvre.

3. Le Bureau approuve le calendrier des principales réunions du PAM, tel que présenté à l'appendice 2, sous réserve d'aménagements éventuels, et se félicite des efforts consentis pour accroître l'efficacité du système en adossant les réunions dans la mesure du possible.

4. Le Bureau convient qu'une attention prioritaire soit accordée au plan de mobilisation des ressources et à la préparation du nouveau cycle de programmation au cours de la prochaine période et que ces points soient inscrits à l'ordre du jour de sa prochaine réunion en vue d'accélérer les efforts de mobilisation de ressources pour les priorités les plus urgentes non provisionnées.

5. Le Bureau demande au Secrétariat de proposer une approche stratégique concernant la réaffectation des fonds non dépensés en vue de l'exécution de prestations prioritaires, pour examen et décision par le Bureau.

#### **4. *Projet de modèle d'accord de pays hôte pour les Centres d'activités régionales***

1. Le Bureau souligne l'importance des Accords de pays et approuve le processus suivi par l'Unité de coordination et le PNUE pour leur conclusion.

2. S'agissant du processus d'adaptation du modèle d'Accord de pays aux obligations juridiques nationales, le Bureau tient à préciser que tous les Accords de pays devraient maintenir un ensemble de traits communs essentiels en vue d'assurer, de la part des

Centres d'activités régionales (CAR), des niveaux de performance normalisés, à savoir notamment:

- Tous les CAR devraient posséder l'autonomie fonctionnelle nécessaire pour mettre en œuvre le programme de travail et s'acquitter de toutes les obligations énoncées dans l'Accord de pays qui sont indispensables pour préserver leur rôle régional et pour l'application des décisions adoptées par les réunions des Parties contractantes et du Bureau, de même que comme normes des Nations Unies;
- Tous les CAR devraient inclure dans leurs structures de gouvernance un comité directeur ayant le mandat spécifié dans l'Accord de pays, comité dont la composition devrait inclure l'Unité de coordination;
- La sélection et la nomination des directeurs de CAR doivent être effectuées avec la participation de l'Unité de coordination en vue d'assurer le degré le plus élevé de professionnalisme et de compétence;
- La gestion des fonds doit être réalisée conformément aux critères les plus stricts et les rapports financiers soumis doivent être vérifiés par des cabinets d'audit indépendants et d'un grand crédit.

## **5. *Stratégie d'information & communication***

Le Bureau se félicite des progrès accomplis pour rehausser la visibilité du PAM/PNUE en établissant une évaluation de l'information & communication, et il souscrit à l'approche proposée pour forger une stratégie s'articulant autour de trois piliers : unifier le système, mobiliser les acteurs et les inspirer, tout en les incitant à entreprendre des actions à gains rapides et à tenir compte des besoins des différentes catégories de parties prenantes.

## **6. *Application de la Décision IG 17/6 sur l'approche écosystémique (APEC)***

1. Le Bureau accueille avec faveur la relance du processus de l'approche éco systémique et, après avoir mené à ce sujet un débat approfondi, il avance les propositions concrètes ci-après à propos du plan de travail préconisé pour l'application de l'approche écosystémique au cours du présent exercice biennal.
2. Le Bureau indique que le rapport d'évaluation devrait ménager un équilibre entre les questions de pollution et celles de biodiversité et comporter un chapitre sur les caractéristiques communes à l'ensemble de la région méditerranéenne.
3. Le Bureau exprime un appui sans réserve pour que soient assurées les synergies et liaisons nécessaires entre les processus d'application de la Décision IG 17/6 sur l'approche écosystémique dans le cadre du PAM et au titre de la directive cadre "Stratégie pour le milieu marin" de l'UE, et il demande au Secrétariat d'aborder cette question lors de la deuxième réunion d'experts techniques sur l'application par le PAM de l'approche écosystémique prévue en juillet 2010, en vue de définir leurs relations mutuelles de la manière la plus tangible possible.
4. Le Bureau souscrit à la proposition du Secrétariat visant à ce que le prochain rapport sur *l'État de l'environnement* soit relié à l'approche écosystémique et fasse l'objet d'un examen par les pairs dans le cadre d'un processus de consultation.
5. Le Bureau approuve que des ressources du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée soient affectées aux indicateurs d'efficacité pilotes aux fins de l'application de l'approche écosystémique.

## **7. *Biodiversité***

1. Le Bureau approuve la tenue d'une réunion extraordinaire des Points focaux du CAR/ASP, dont l'ordre du jour devrait comporter notamment :

- Prise en compte des résultats de la première phase d'identification d'aires potentielles susceptibles de répondre aux conditions scientifiques requises pour les ASPIM à l'annexe I du Protocole ASP & biodiversité, y compris les critères utilisés par le CAR/ASP à cette fin;
  - Élaboration d'une approche adéquate fondée sur le cadre juridique international pertinent pour la gestion des ASPIM situées au-delà des juridictions nationales, ainsi que sur les liens indispensables avec d'autres processus et institutions pertinents des Nations Unies à cette fin.
2. Le Bureau confie à son Président, avec l'appui du Secrétariat, le mandat de faire une déclaration politique à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CoP/CDB) au nom du PAM, dans le but de mettre en exergue l'importance que revêt la Méditerranée dans le contexte de la vision et du plan stratégique pour la biodiversité de l'après-2010. Le Bureau convient d'instaurer une procédure de consultation par courriel entre ses membres en vue de préparer la déclaration politique.
3. Le Bureau approuve l'organisation par le Secrétariat, à la CoP/CDB, d'une manifestation parallèle en tant qu'effort mené conjointement avec d'autres organisations partenaires en Méditerranée et la préparation d'un stand à cet effet.
4. Le Bureau invite les Parties contractantes à saisir l'occasion de la CoP/CDB pour démontrer les progrès qu'elles ont réalisés et les défis auxquelles elles ont été confrontées dans la conservation et la protection de la biodiversité marine et côtière et l'application du Protocole ASP & biodiversité de la Convention de Barcelone.
5. Le Secrétariat devrait tirer parti du SIG et des techniques de télédétection pour que soient cartographiées les caractéristiques de l'environnement et des établissements de la Méditerranée en tant que base de référence à l'évaluation de qualité de la mer Méditerranée.

## **8. *Application de la Déclaration de Marrakech***

### **8.1 Adaptation au changement climatique**

1. Le Bureau souscrit au plan de travail et à la feuille de route de l'élaboration du cadre régional sur l'adaptation au changement climatique et souligne la nécessité que celui-ci soit relié à la SMDD et à la Stratégie de l'eau pour la Méditerranée (qui doit être adoptée).
2. La gestion intégrée des zones côtières (GIZC) et la biodiversité sont considérées comme des domaines auxquels le PAMPNUE peut apporter une valeur ajoutée particulière concernant l'adaptation au changement climatique.
3. Le Bureau approuve que soit utilisé le solde résultant des crédits budgétaires non dépensés dans le but de renforcer le Secrétariat pour les activités relatives à la SMDD et à l'adaptation au changement climatique.

### **8.2 Gouvernance régionale**

1. Le Bureau accueille avec satisfaction les progrès réalisés par le Secrétariat pour renforcer la coordination et créer des synergies avec d'autres acteurs régionaux et il l'encourage à continuer à suivre les développements régionaux et sous-régionaux avec tous les acteurs qualifiés en Méditerranée.
2. Le Bureau souligne combien il importe d'assurer une coopération efficace entre le PAM et l'Union pour la Méditerranée (UpM) en vue de renforcer l'agenda environnemental en Méditerranée et de mobiliser des ressources supplémentaires. Il confie au Secrétariat le mandat d'agencer ses consultations avec le Secrétariat de l'UpM autour des prestations consignées dans le programme de travail biennal et le programme de travail sur cinq ans. La coopération au niveau de projets devrait être un gage d'efficacité et de complémentarité.
3. Le Bureau insiste sur l'importance qu'il y a à poursuivre la coopération avec l'Union européenne sur l'approche écosystémique/directive-cadre "Stratégie pour le milieu marin",

l'initiative Horizon 2020, la GIZC, la directive-cadre sur l'eau/Protocole "tellurique" et la politique maritime de l'UE.

4. Le Bureau salue tout spécialement les efforts faits pour instaurer une coopération et des synergies avec l'Initiative Horizon 2020 et ses composantes, et notamment avec l'Agence européenne pour l'environnement en vue de la mise en place d'un système méditerranéen d'information partagée dans le cadre de l'*InfoPAM*.

5. Le Bureau encourage le Secrétariat à poursuivre ses efforts pour assurer les synergies institutionnelles nécessaires avec la Banque mondiale pour la mise en œuvre du Partenariat stratégique PAM/PNUE pour le grand écosystème marin de la Méditerranée et des projets "Med durable" de la Banque mondiale et il invite à ce que soient consultées les Parties contractantes pour la sélection de projets. À cet égard, le Bureau se félicite aussi de la proposition du Secrétariat d'envisager l'extension de la stratégie de réplication à d'autres projets, y compris les composantes "renforcement des capacités" et "investissements" de l'Initiative Horizon 2020.

## **9. CMDD/SMDD**

Le Bureau approuve le mandat révisé pour l'évaluation de la SMDD et le plan de travail proposé.

## **10. *Élaboration de plans et programmes juridiquement contraignants dans le cadre du Protocole "tellurique"***

Le Bureau prend note du processus proposé pour l'élaboration de mesures juridiquement contraignantes concernant le mercure, l'industrie agroalimentaire et les polluants organiques persistants et fait observer que, si nécessaire, des consultations complémentaires devraient être entreprises en vue d'assurer l'appropriation du processus par les Parties contractantes.

## **11. *Stratégie Globallast Med***

1. Le Bureau souligne une fois de plus l'importance de la stratégie Globallast Med et encourage les Parties contractantes à contribuer activement à sa finalisation et à mettre en place au niveau national les indispensables mécanismes de coordination multi-acteurs en vue de réduire les menaces qui pèsent sur la biodiversité marine en raison de l'introduction d'espèces invasives par les eaux de ballast des navires, et à faciliter, le cas échéant, la ratification de la Convention sur la gestion des eaux de ballast.

2. Le Bureau estime que la réunion sur la Stratégie Globallast Med qui doit se tenir du 1<sup>er</sup> au 3 juin 2010 à Istanbul (Turquie) devrait aussi s'attacher à la partie opérationnelle de la Convention sur la gestion des eaux de ballast et à la nécessité d'élaborer les lignes directrices opérationnelles nécessaires en coopération avec l'OMI.

## **12. *Questions concernant le personnel et questions administratives***

1. Le Bureau souligne combien il importe, au plan politique et stratégique, que le poste de Coordonnateur du PAM soit pourvu bien avant la tenue de la prochaine réunion des Parties contractantes. Le Bureau demande aussi à rester régulièrement informé de tous les stades concernant le processus de recrutement et de son aboutissement.

2. Le Bureau privilégie également la nécessité d'accélérer, conformément aux règles et règlements pertinents, le recrutement de tous les autres postes vacants à l'Unité de coordination et aux CAR et il encourage les Parties contractantes à diffuser largement les avis de vacance de postes correspondants en vue de favoriser la sélection des meilleurs candidats.

3. Le Bureau, prenant note de l'état des contributions au Fonds d'affectation spéciale, exhorte les Parties contractantes qui n'ont pas encore versé leurs contributions à le faire

sans plus attendre en vue de permettre la mise en œuvre effective et sans heurts du Programme de travail. À cet égard, le Bureau demande au Secrétariat de faire un effort particulier en ce qui concerne les arriérés.

4. Le Bureau salue les efforts déployés par l'Unité de coordination et certaines composantes du PAM touchant les mesures de compression des dépenses, l'application de mesures d'audit et/ou les normes ISO, ainsi qu'une meilleure qualité de la préparation des réunions et des documents, et il demande à l'Unité MED de coordonner l'application de ces mesures par toutes les composantes du PAM.

5. Le Bureau demande au Secrétariat d'analyser la base sur laquelle les crédits du Fonds d'affectation spéciale sont alloués par composante, en vue d'instaurer des critères bien définis, pour examen et par le Bureau et les Parties contractantes.



## Appendice 1

### Priorités essentielles à l'ensemble du système

#### *Unité de coordination*

- Progrès importants concernant l'application de l'approche écosystémique
- Cadre d'adaptation au changement climatique
- Planification, surveillance et coordination de la mise en œuvre du Programme de travail
- Processus d'évaluation de la SMDD et réforme de la CMDD
- Le Comité de respect des obligations traite des questions générales de non-respect, y compris un système de rapports opérationnel
- Accord de pays révisé
- Stratégie d'information & communication

#### *MED POL*

Les priorités essentielles au sein du très vaste programme MED POL porteront sur :

- l'octroi d'une assistance à l'application des mesures juridiquement contraignantes adoptées à Marrakech
- l'élaboration de nouvelles mesures juridiquement contraignantes de concert avec le CAR/PP
- Publications et évaluations: un aboutissement majeur consistera en un rapport sur l'état qualitatif du milieu marin pour la Dix-septième réunion des Parties contractantes qui doit être basé sur les rapports existants
- Application des PAN

#### *REMPEC*

- Stratégie Globallast pour la prochaine réunion des Parties contractantes de 2011
- Renforcement des capacités de contrôle de l'État du port
- Mise en place d'un réseau régional d'identification automatique des navires

#### *CAR/PB*

Programme de travail tel que prévu et approuvé par les Parties contractantes

#### *CAR/PAP*

Les efforts des pays visant à ratifier et à appliquer le Protocole GIZC sont facilités par les moyens suivants:

- Guide explicatif pour le Protocole GIZC
- Inventaire de la GIZC en vue d'établir la base de référence en harmonisation avec les autres procédures
- Programmes d'aménagement côtier (PAC)
- Systèmes spéciaux d'aménagement de l'espace en Méditerranée

- Projet FEM: Plan de GIZC pour l'Algérie, et Plan de GIZC transfrontière pour l'Albanie, le Monténégro
- Changement climatique dans le cadre de GIZC
- Développement d'une approche régionale stratégique pour la mise en œuvre du Protocole GIZC

#### *CAR/ASP*

2010, en tant qu'Année de la biodiversité, infléchit les priorités du CAR/ASP dans 4 directions:

- Protection des espèces en danger en mettant l'accent sur deux ou trois d'entre elles
- Création d'ASPIM
- État de la biodiversité en Méditerranée: objectifs 2010 – Un rapport pour la réunion des Parties contractantes en 2011
- Communication/sensibilisation: présentation conjointe avec d'autres organisations régionales à la CoP de la Convention CDB

#### *CAR/PP*

Bien que le plan de travail soit assez vaste, l'accent sera mis sur six grandes réalisations dans le cadre du verdissement de l'économie :

- Intégration des politiques nationales de production et consommation durables : deux Parties contractantes ciblées
- Renforcement des capacités dans les domaines des PAN (MTD et MPE)
- Valorisation de la compétitivité verte
- Promotion de politiques de passation de marchés publics écologiques
- Mesures juridiquement contraignantes concernant le mercure et les POP
- Toutes ces actions menées en appliquant des méthodes à faible intensité de carbone

#### *INFO/RAC*

- Rendre INFO/MAP pleinement opérationnel
- Système de rapports en ligne du PAM et formation pour permettre aux pays de soumettre leurs rapports en ligne d'ici l'automne 2010
- Contribuer à renforcer la visibilité du PAM/PNUE par des activités de sensibilisation du public.
- Importants résultats dans le cadre du FEM qui pourraient être utilisés par l'INFO/RAC de manière durable au profit de toutes les composantes du PAM (modèle d'e-learning [apprentissage en ligne], centre d'échanges, etc.)
- Travaux menés avec différentes composantes: CAR/PP avec les collectivités sur les modes de vie durables; REMPEC pour forger un outil de données en temps réel et de SIG en appui aux cas de situation critique; mise en place d'un Infosystème du CAR/ASP pour les aires protégées; mise en place d'un Infosystème du CAR/PAP sur la GIZC

**Appendix 2**  
**KEY MAP MEETINGS PLANNED 2010-2011**

| MEETINGS                                                                      | 2010 |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     | 2011 |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------|------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
|                                                                               | JAN  | FEB | MAR | APR | MAY | JUN | JUL | AUG | SEP | OCT | NOV | DEC | JAN  | FEB | MAR | APR | MAY | JUN | JUL | AUG | SEP | OCT | NOV | DEC |
| CONTRACTING PARTIES                                                           |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     | 1   |     |
| BUREAU                                                                        |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| MAP FOCAL POINTS                                                              |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| MCSD                                                                          |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| MCSD STEERING COMMITTEE                                                       |      |     |     | 2   |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| RAC FOCAL POINTS                                                              |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| EXECUTIVE COORDINATION PANEL (ECP)                                            |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| COMPLIANCE COMMITTEE                                                          |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| WORKING GROUP ON LIABILITY & COMPENSATION                                     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| MSSD: -ASSESSMENT PROCESS, INCLUDING ADAPTATION TO CC                         |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| CONSULTATION MEETINGS ON EFFECTIVENESS & INDICATORS                           |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| ECAP MEETINGS                                                                 |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| GEF STRATEGIC PARTNERSHIP STEERING COMMITTEE INC. CLIMATE VARIABILITY PROJECT |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| GEF STRATEGIC PARTNERSHIP COORDINATION GROUP                                  |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| MEETING ON GLOBALLAST STRATEGY                                                |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| EXTRAORDINARY SPA/RAC MEETING                                                 |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| MEETING ON LEGALLY BINDING MEASURES                                           |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |

1. Pending negotiations with the Host Country  
2. Held through electronic consultations

3. External resources to be mobilized  
4. Back-to-back with MED POL Focal Points Meeting



Conclusions et décisions de la Réunion du Bureau des Parties contractantes  
à la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la  
Méditerranée et à ses Protocoles

Zagreb (Croatie), 8-9 novembre 2010



## DÉCISIONS ET CONCLUSIONS DU BUREAU

### Situation du MTF

1. Le Bureau, prenant note de la situation financière du PAM, telle qu'exposée dans le document UNEP/BUR/71/Inf.3, des explications fournies par le Secrétariat (Siège du PNUE et Unité de coordination), et notamment de la présentation faite par le Siège du PNUE, a décidé ce qui suit:

- a) *donne mandat à son Président, avec l'appui du Secrétariat, d'informer en urgence les Parties contractantes, par l'entremise des Points focaux du PAM, de la situation financière du Plan d'action pour la Méditerranée et de distribuer à cette fin une note explicative assortie de graphiques simplifiés. Ladite note devra aussi fournir une explication des décisions prises par le Bureau quant au processus destiné à traiter cette question conformément au règlement intérieur des conférences et réunions des Parties contractantes et au mandat du Bureau;*
- b) *demande un audit de la gestion financière du MTF et des autres fonds extrabudgétaires pour la période 2002-2009, audit qui sera réalisé par l'OIOS conformément au mandat joint au présent document. Le rapport d'audit sera communiqué au Bureau et aux Parties contractantes;*
- c) *invite instamment les Parties contractantes qui ont des arriérés de contribution des années précédentes à s'en acquitter le plus rapidement possible et donne mandat au Secrétariat de prendre d'urgence des dispositions pour convenir avec les pays concernés d'un calendrier de recouvrement de ces arriérés. Il exhorte les Parties contractantes qui ne l'ont pas encore fait à verser leurs contributions;*
- d) *demande au Secrétariat et au PNUE, prenant note de la situation du Fonds d'affectation spéciale pour la contribution du Gouvernement hôte (CAL Trust Fund) et constatant la situation spécifique relative à ces contributions, de communiquer au Gouvernement hellénique toutes les décisions pertinentes des réunions des Parties contractantes depuis 2001 ainsi que les informations détaillées concernant les engagements de contribution non acquittés de 2004 à ce jour sur une base annuelle, et de convenir d'un calendrier pour le versement de ces arriérés;*
- e) *autorise le Secrétariat à organiser une réunion extraordinaire du Bureau en invitant toutes les autres Parties contractantes en qualité d'observateurs en vue d'une concertation et d'un échange de vues sur les voies et moyens de remédier à la situation financière du PAM/PNUE sur la base des conseils reçus par les Points focaux du PAM à la suite de la Note explicative du Président du Bureau et du déroulement/résultat de l'audit;*
- f) *demande au Secrétariat, compte tenu de la situation financière, d'adopter une démarche prudente en engageant des fonds à des fins administratives;*
- g) *recommande au Secrétariat d'entreprendre des travaux préparatoires au budget du prochain exercice biennal sur la base des recettes annuelles et en fonction du déroulement/résultat de l'audit et du versement des arriérés, y compris les contributions du pays hôte. Deux scénarios seront proposés: avec et sans relèvement annuel de 2,5%.*

2. Le Bureau a fait part de sa gratitude après l'annonce, par le Directeur exécutif du PNUE, de la contribution spéciale visant à réduire d'un montant de 1 million de dollars le solde négatif du MTF tel qu'il s'établissait au 31 décembre 2009.

### **Gouvernance**

3. Le Bureau a appelé les Parties contractantes à ratifier tous les instruments juridiques du PAM en privilégiant notamment les Protocoles GIZC et "offshore", compte tenu aussi du fait que ces instruments avancés jouent un rôle pionnier et unique aux niveaux méditerranéen et mondial et qu'ils offrent une plate-forme excellente à une meilleure gouvernance environnementale dans la région.

4. Le Bureau a exhorté les Parties contractantes à soumettre sans délai leur rapport sur les mesures prises au cours de l'exercice biennal 2008-2009 en application de la Convention et de ses Protocoles, au titre de principale obligation découlant de ladite Convention. Le Bureau a rendu hommage au travail réalisé par le Gouvernement italien et par l'ISPRA, faisant office d'INFO/RAC, pour rendre disponible en ligne le système de rapports du PAM/Convention de Barcelone, et il a engagé les Parties contractantes à télécharger leurs rapports en ligne.

5. Le Bureau a réitéré sa demande quant à la nécessité d'élaborer une approche appropriée reposant sur un cadre international pertinent pour les questions relatives aux dispositifs juridiques et institutionnels possibles de création d'APM et d'ASPIM au-delà des juridictions nationales, leur gestion ainsi que les liens indispensables à cette fin avec les autres processus et organismes pertinents des Nations Unies.

6. Le Bureau a reconnu les grands risques que faisaient courir en Méditerranée des activités menées au large, en particulier les forages en haute mer, ainsi que la nécessité de mécanismes de prévention et d'intervention adéquats au niveau régional. Il a recommandé d'établir une évaluation des systèmes administratifs et juridiques nationaux portant notamment sur les capacités des pays méditerranéens en matière de délivrance des autorisations, d'inspection, de préparation et d'intervention. A cette fin, il a également incité toutes les Parties contractantes à compléter de bonne foi le formulaire relatif au Protocole "offshore", quelles que soient leur signature et/ou leur situation concernant la ratification.

### **CMDD/SMDD**

7. Le Bureau a approuvé la proposition du Secrétariat à la prochaine réunion du Comité directeur de la CMDD concernant les principaux thèmes de la 14<sup>e</sup> réunion de la CMDD. En vue de contribuer au processus Rio+20 au titre de la Méditerranée, les thèmes suivants pourraient être traités de manière intégrée :

- a) *l'économie verte, y compris l'objectif sur la biodiversité de Nagoya, l'économie des écosystèmes et de la biodiversité, le paiement des services écosystémiques, l'adaptation au changement climatique, la production et la consommation durables; et*
- b) *le cadre Institutionnel du développement durable lié à la gouvernance environnementale internationale.*

### **Infosystème PAM**

8. Le Bureau s'est félicité des travaux réalisés par l'INFO/RAC et le Secrétariat concernant l'Infosystème PAM et il a exhorté à les accélérer afin de parachever le nœud régional d'ici la fin de 2011, en vue de garantir un portail PAM/PNUE intégré qui sera un outil puissant et indispensable pour rehausser la visibilité du PAM/PNUE et son impact dans la région.

9. Le Bureau demande au Secrétariat d'élaborer une politique régionale régissant la gestion de l'information et le partage des données au sein du PAM, pour examen à la prochaine réunion des Parties contractantes.

10. Le Bureau encourage le Secrétariat à poursuivre sa coopération avec l'AEE pour la mise en place d'un système d'information partagé en Méditerranée, conformément aux décisions des Parties contractantes et dans le cadre de l'Infosystème PAM.

### **Programme de travail stratégique sur cinq ans**

11. Le Bureau a approuvé:

- a) *la conclusion du CEC selon laquelle l'actuel programme sur cinq ans est déjà conçu en vue de faire la part des questions émergentes présentant un intérêt pour le PAM, telles que les développements escomptés de l'après-Nagoya sur la biodiversité et de l'après-RIO+20; et*
- b) *l'approche du Secrétariat consistant à pleinement élaborer ces éléments dans le prochain programme de travail biennal 2012-2013.*

### **Protection des écosystèmes**

12. Le Bureau a convenu de charger le GESAMP d'entreprendre un examen par les pairs du rapport d'évaluation de l'approche écosystémique concernant le milieu marin côtier en Méditerranée, qui devra notamment envisager les voies et moyens d'actualiser régulièrement cette évaluation ainsi que les contributions qui pourront être apportées dans le cadre d'autres processus pertinents aux niveaux régional et mondial.

13. Le Bureau a demandé au Secrétariat, se fondant sur les résultats de cette expérience, de préparer, pour examen par la prochaine réunion des Parties contractantes, une proposition concernant la création d'un groupe d'experts scientifiques méditerranéens qui appuierait à l'avenir les processus d'examen par des pairs.

14. Le Bureau a souscrit à la proposition avancée par le Secrétariat dans le document UNEP/BUR/71/4 sur les résultats attendus de la Dix-septième réunion des Parties contractantes concernant l'exécution de la feuille de route de l'approche écosystémique et aux priorités proposées à cet égard qui tiennent compte des synergies qu'il incombe d'établir avec les autres processus pertinents, en particulier ceux qui relèvent de la directive-cadre Stratégie pour le milieu marin (DCSMM) de l'UE, pour le prochain exercice biennal (2012-2013).

### **Application du Protocole GIZC : feuille de route proposée**

15. Le Bureau a approuvé les grandes lignes et la feuille de route proposées pour l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre du Protocole GIZC, telles que présentées dans le document UNEP/BUR/71/4, en mettant plus spécialement l'accent sur l'importance

des questions de gouvernance, et il a préconisé au Secrétariat, au CAR/PAP et à ses Points focaux d'accélérer la finalisation de la stratégie de mise en œuvre, pour examen, le cas échéant, par la prochaine réunion des Parties contractantes.

### **Adaptation au changement climatique : proposition d'esquisse et de feuille de route**

16. Le Bureau a souscrit à la proposition d'esquisse et de feuille de route concernant l'élaboration du cadre régional, telle que présentée dans le document UNEP/BUR/71/4, et il a demandé au Secrétariat de tenir pleinement compte des interactions et liens entre adaptation et atténuation.

17. Le Bureau a accueilli avec satisfaction les informations communiquées par la Grèce sur l'Initiative relative au changement climatique en Méditerranée et il a insisté sur la nécessité de synergies entre les divers acteurs et initiatives dans la région.

### **Énergies marines au large**

18. Le Bureau a engagé le Secrétariat à poursuivre ses travaux dans ce domaine en tenant compte des autres efforts déployés et des compétences existant en dehors du PAM. À cet égard, le Bureau a noté que le PAM pourrait apporter une valeur ajoutée en matière de planification spatiale marine, d'application de l'approche de précaution et de l'approche écosystémique ainsi que des outils que sont l'étude d'impact sur l'environnement et l'évaluation environnementale stratégique pour les projets consacrés aux énergies marines au large.

### **Dix-septième réunion des Parties contractantes**

19. Le Bureau a félicité la France, qui sera le pays hôte de la prochaine réunion des Parties contractantes, pour la vision qu'elle propose à cette occasion et pour la pertinence politique des thèmes qu'elle préconise.

20. Le Bureau a pris note de la déclaration faite par la France, selon laquelle la situation financière du MTF devra être clarifiée avant la Dix-septième réunion des Parties contractantes.

21. Le Bureau a convenu que les Parties contractantes se concentreraient sur les questions relatives à: 1) une Méditerranée propre, saine et productive, sur la base de l'approche écosystémique ; et 2) une amélioration de la gouvernance environnementale régionale (GIZC et CMDD). Il a également souscrit à l'équilibre proposé entre perspective mondiale et perspective régionale et a reconnu l'importante contribution que le PAM pourrait ainsi apporter à Rio+20 et la nécessité de créer des synergies avec d'autres initiatives régionales.

22. Le Bureau a demandé au Secrétariat de définir, en concertation avec le pays hôte, un ensemble de questions à débattre au titre des deux grands thèmes susmentionnés, ainsi qu'une feuille de route pour la préparation de la prochaine réunion des Parties contractantes qui devra prévoir des consultations intérimaires sur les documents de base destinés au segment ministériel ainsi qu'une interaction flexible entre les membres du Bureau de manière à permettre le succès de la réunion.

23. Le Bureau a demandé au Secrétariat d'élaborer, pour examen par la prochaine réunion du Bureau et des Parties contractantes, une approche fondée sur des critères bien définis quant à l'utilisation du MTF pour financer les priorités stratégiques et transversales du Programme de travail stratégique sur cinq ans, y compris le programme de travail biennal 2012-2013.

## ANNEXE

### **MANDAT D'UN AUDIT DE LA GESTION FINANCIÈRE DES FONDS DE LA CONVENTION DE BARCELONE ADMINISTRÉS PAR LE PNUE ATHÈNES - GRÈCE**

Le Bureau des Parties contractantes à la Convention de Barcelone a demandé, lors de sa 71<sup>e</sup> réunion tenue à Zagreb (Croatie) les 8 et 9 novembre 2010, que le PNUE charge l'OIOS de mener en urgence un audit de la gestion financière des fonds administrés par le PNUE aux fins de la Convention de Barcelone, à savoir les Fonds MTF, QML et CAL. L'audit devra prendre en compte l'application des recommandations émanant des audits précédents, et plus expressément du rapport d'audit de l'OIOS daté de 2008.

1. L'OIOS devra examiner les processus et éléments constitutifs des budgets présentés pour approbation aux Douzième, Treizième, Quatorzième, Quinzième et Seizième réunions des Parties contractantes de la Convention de Barcelone (cette liste n'étant cependant pas limitative).
2. L'OIOS devra examiner la réalité des recettes inscrites aux budgets présentés pour approbation aux Douzième, Treizième, Quatorzième, Quinzième et Seizième réunions des Parties contractantes de la Convention de Barcelone (cette liste n'étant cependant pas limitative).
3. L'OIOS devra examiner l'établissement des coûts constitutifs des budgets présentés pour approbation aux Douzième, Treizième, Quatorzième, Quinzième et Seizième réunions des Parties contractantes de la Convention de Barcelone (cette liste n'étant cependant pas limitative).
4. L'OIOS devra examiner la méthodologie d'allocation de crédits des budgets approuvés par la réunion des Parties contractantes dans le système IMIS (système d'appui à l'information financière du PNUE).
5. L'OIOS devra examiner les raisons (s'il y a lieu) pour lesquelles les recettes d'un exercice biennal ne concordaient pas avec le budget approuvé par la réunion des Parties.
6. L'OIOS devra examiner les raisons (s'il y a lieu) pour lesquelles les dépenses d'un exercice biennal avaient dépassé le budget approuvé par la réunion des Parties.
7. L'OIOS devra évaluer les raisons et le montant (s'il y a lieu) des dépenses qui ont pu être imputées par erreur à une source de financement inappropriée.
8. L'OIOS devra examiner et analyser la compatibilité avec le système d'information du PNUE existant et avec les règles et règlements des Nations Unies applicables à un processus budgétaire et une notification fondés sur l'euro et émettre des recommandations.
9. L'OIOS devra examiner et analyser les incidences sur le budget de l'utilisation d'un taux de change EURO/USD fixe pour la conversion des dépenses en euros correspondant à l'exercice biennal et émettre des recommandations.
10. L'OIOS devra examiner le système de vérifications et contre-vérifications, de notifications et de responsabilités entre les Centres régionaux, le Secrétariat de la Convention de Barcelone, le PNUE et l'UNON. Leur rendement et leur impact sur la situation budgétaire devront être évalués et des recommandations émises pour une attribution appropriée des responsabilités.

11. L'OIOS devra formuler des recommandations à appliquer au processus budgétaire en en tenant compte également de la situation financière existante des Fonds d'affectation spéciale de la Convention de Barcelone.

**Report of the Meeting of the Extended Bureau of the Contracting Parties to the  
Convention for the Protection of the Marine Environment and the Coastal Region of  
the Mediterranean and its Protocols**

**Athens, Greece, 3-5 October 2011**





# **United Nations Environment Programme**



UNEP/BUR/72/5  
18 November 2011  
ENGLISH



## **MEDITERRANEAN ACTION PLAN**

Meeting of the Extended Bureau of the Contracting Parties to the  
Convention for the Protection of the Marine Environment  
and the Coastal Region of the Mediterranean and its Protocols

Athens, Greece, 3-5 October 2011

### **REPORT**

#### **OF THE MEETING OF THE EXTENDED BUREAU OF THE CONTRACTING PARTIES TO THE CONVENTION FOR THE PROTECTION OF THE MARINE ENVIRONMENT AND THE COASTAL REGION OF THE MEDITERRANEAN AND ITS PROTOCOLS**



## TABLE OF CONTENTS

Report

Annex I: List of Participants

Annex II: Agenda

Annex III: Conclusions and recommendations



## **Introduction**

1. Pursuant to the decision of the 71st Meeting of the Bureau of the Contracting Parties to the Barcelona Convention held in Zagreb in November 2010 and at the invitation of the Government of Greece, the Meeting of the Extended Bureau was held at the Royal Olympic Hotel in Athens, Greece, from 3 to 5 October 2011.

## **Participation**

2. The following members of the Bureau attended the meeting: President: M. Mohamed Benyahia (Morocco), Vice Presidents: Ms. Heba Shaarawy (Egypt), Mr. Ilias Mavroidis (Greece), Mr. Oliviero Montanaro (Italy), Ms. Ayelet Rosen (Israel), Rapporteur: Ms. Marijana Marncce (Croatia). The representatives of the following other Contracting Parties attended the meeting: Algeria, European Union (EU), France, Malta, Monaco, Montenegro, Spain, Syrian Arab Republic and Tunisia.

3. UNEP Headquarters was represented by Mr. Michele Candotti, Chief of the Executive Office, and Mr. Didier Salzmänn, Fund Management Officer, Division of Environmental Policy Implementation. The UNEP/MAP Coordinating Unit was represented by Ms. Maria Luisa Silva Mejias, Executive Secretary and Coordinator, Mr. Habib El-Habr, Deputy Coordinator, Mr. Didier Guiffault, Legal Officer, and Ms. Kumiko Yatagai, Administrative and Fund Management Officer.

## **Agenda item 1: Opening of the meeting**

4. The President of the Bureau, after opening the meeting and welcoming participants, said that the critical financial situation facing UNEP/MAP had prompted the convening of the current meeting, whose main objective was to deliberate on the proposed deficit recovery and financial management measures, while concomitantly addressing related governance issues, also taking into account the wider context of the economic and financial difficulties confronted by Contracting Parties. He observed that the late receipt of the report of the audit requested by the Zagreb Bureau meeting increased the time pressure on the Extended Bureau (hereinafter "the Bureau") to produce operational recommendations for consideration by the forthcoming Meeting of MAP Focal Points.

5. Ms Maria Luisa Silva Mejias, Executive Secretary and Coordinator of MAP, recalling that she was addressing the Bureau for the first time as MAP Coordinator, stressed her commitment to the ideals and objectives of the Barcelona Convention and to enhancing MAP's capacity to ensure further cooperation and effective and efficient delivery of its programme of work. She was likewise committed to regaining the trust of the Contracting Parties: she extended her apologies for the circumstances that had led to the deficit in the Mediterranean Trust Fund (MTF) and assumed personal responsibility for ensuring that there would be no recurrence of such a situation.

6. The meeting would therefore be addressing the two closely related issues of deficit recovery and governance reform. As soon as the facts about MAP's finances had become known, and pending the outcome of the audit, steps had been taken to redress the situation. She outlined the various measures already taken to reduce the deficit, improve fund management and review MAP's functioning, both in response to the immediate crisis and as part of a longer-term undertaking to improve the MAP system's transparency, accountability, effectiveness and efficiency. The Bureau's guidance in restoring the financial health of MAP and charting the way forward was critical. With a new management team in place, the Secretariat stood ready to play its part, as an instrument in the service of Contracting Parties,

in the common endeavour to overcome the current difficulties and work towards further reform, in the overarching interest of the shared values of the Barcelona Convention.

7. Mr Michele Candotti, Chief of the Executive Office, UNEP, speaking on behalf of the Executive Director of UNEP, said that UNEP was aware that the present juncture was a turning-point in the political, strategic and financial management of the Barcelona Convention. He stressed the importance to UNEP of collaboration with the Convention and therefore its attentiveness to the Bureau's recommendations. It was also fully aware of the domestic constraints faced by governments hit by the current global economic and financial crisis. Conscious as it was of the uniqueness of the Barcelona Convention and its potential for providing ecologically sound responses in the current context, UNEP was participating in the Bureau's meeting in order to provide facts and figures that would enable the Bureau to take informed decisions, and to listen to the discussions and stand by the Bureau's guidance.

### **Agenda item 2: Adoption of the agenda and organization of work**

8. The Bureau considered the provisional agenda and the annotated provisional agenda contained in documents UNEP/BUR/72/1 and Corr. and UNEP/BUR/72/2 and agreed to the President's proposal to add an item on governance issues covering both the two "non-papers" submitted by France and Spain and the "functional review" section of agenda item 4. The agenda, as amended, was adopted, and is attached as Annex 1 to this report.

9. Following a request that the item on the roadmap towards the 17th Meeting of the Contracting Parties be restored to the agenda, it was agreed that a tentative timetable of meetings culminating in the Meeting of the Contracting Parties, with an outline of their agenda, would be provided. The draft roadmap was subsequently circulated to representatives.

### **Agenda item 3: Presentation of the Audit Report**

10. Mr Didier Salzmann, Fund Management Officer, UNEP, introducing the Audit Report on the Financial Performance of UNEP/MAP (document UNEP/BUR/72/Inf.3), recalled that, upon being informed by UNEP about MAP's financial situation, the Bureau, at its meeting held in Zagreb in November 2010, had requested UNEP to commission an internal audit and had specified its terms of reference (ToRs). The audit had been conducted by the United Nations Office of Internal Oversight Services (OIOS) between December 2010 and March 2011, although its final results had not been received by UNEP and transmitted to Contracting Parties until early September 2011. The purpose of the audit had been to assess whether UNEP effectively implemented risk management, control and governance processes to provide reasonable assurance regarding the financial management of the trust funds in support of MAP activities, principally the MTF (UN fund code MEL) for Contracting Parties' ordinary contributions, the trust fund for extra budgetary contributions, mainly from the EU (code QML), and the fund for the contribution of the Government of Greece as host country (code CAL). The key controls tested for the audit were those related to (a) risk management and financial forecasting and (b) the regulatory framework. The audit covered the period 2002-2011.

11. The main findings of the audit were that UNEP's risk management, control and governance processes were unsatisfactory. The combined negative balance of the MEL and CAL funds was confirmed at USD 5.1 million, while the QML fund showed a positive balance of USD 3.2 million. There had been no misappropriation of funds. All budgeted funds had been fully accounted for and spent on the programme of work. Income had, however, been

regularly over-estimated in budget proposals. The auditors recommended that the negative fund balance should be replenished by the Contracting Parties. He concluded by listing the nine recommendations made to UNEP by the auditors, as contained in the Audit Report.

12. Mr Candotti specified the six measures that had been taken immediately, even before the audit findings had been released, to address the systemic problem that had come to light and had led to the deficit in the MEL and CAL funds: a fundamental review of budgeting processes, bringing them into line with United Nations policies and procedures; a revision of income projections, with a 14 per cent reduction to correct budgeting inaccuracies; a revision of accounting procedures throughout the system, i.e. between MAP and the Regional Activity Centres (RACs), MAP and UNEP, and UNEP and UNON, noting that UNON was the main service provider of UNEP, its treasurer dealing with fund management; an additional allocation to the MTF from UNEP's Special Account for Programme Support Costs (PSC) of a little over USD 1 million; changes in the management team at MAP to strengthen its delivery capacity and fund management; and a functional review of MAP staff to bring functions into line with expected outcomes. As a result of those measures, the deficit had already been reduced to some USD 2.2 million.

13. The Bureau took note of the Audit Report and of the measures already taken to reduce the deficit and improve fund management. The report prompted a number of comments and questions. It was generally considered unsatisfactory and opaque, lacking as it did precise information on the causes of the accumulated deficit, a proper analysis of accountabilities, the division of responsibility between MAP and UNEP/UNON and why fund management links had broken down, and detailed figures on the amounts involved. The purpose of the exercise, in addition to dealing with the past and the present, was to prevent a recurrence of such a situation in the future, and it was still not clear what MAP itself could or should be doing to that end, notably in terms of risk management.

14. A preliminary comment concerned the form of the report, with many Bureau members and other representatives of Contracting Parties (hereinafter "representatives") questioning the language used, although, following explanations, the Bureau acknowledged that it was addressed not to MAP or to the Contracting Parties but to UNEP as the body commissioning the audit, albeit at the Bureau's behest. The report was an information document and did not require endorsement by the Bureau. It remained that the Contracting Parties' voice should be heard. Representatives considered some of the recommendations to lie outside the audit ToRs as set forth by the Bureau, a notable example being recommendation (4) to the effect that the Contracting Parties should reimburse the amounts spent on activities for which available funds had been over-estimated in the budget proposals.

15. Recommendation (4) was strongly challenged, indeed rejected, by the Bureau, since to follow that recommendation would imply acceptance of responsibility, whereas the Contracting Parties could in no way be held responsible for the generation of the deficit, nor for shortcomings in risk management and financial forecasting. The budget proposals submitted to them and approved by them had been certified by UNEP and UNON, and the funds allocated for project activities had been spent in good faith. Moreover, the reference, in UNEP's response to recommendation (4), to "the implementation of more programme activities than actual funding allowed" prompted a request for more detailed information on which activities were in question. The Contracting Parties had for many years been requesting a clear vision of income and expenditure in the budget proposals, but had always been asked to take the proposals on trust. They had also been vigilant on the question of unpaid arrears. The prevailing view was that the problem was clearly one of inadequate management and oversight and an apparent lack of checks and balances in budgetary and accounting procedures at the UNEP/UNON level, although the point was made that, should collective responsibility be ascertained, at the very minimum collective solutions should be proposed and also that UNEP and UNON were left largely unscathed by the Audit's findings.

It was furthermore noted that the UNEP response to the recommendation to the effect that it remained open pending receipt of a decision by the extraordinary meeting of the Bureau on deficit recovery was inoperable, since the Bureau could only advise the Contracting Parties. A further point made on the recommendation was that any scenarios for deficit recovery must take account of governance issues, a topic to be discussed later in the meeting.

16. The Bureau noted that the question of accountability was inadequately explored. Moreover, the UNEP response to recommendations (3) and (6) on that subject, to the effect that a panel of qualified UN staff would be established by the Executive Director of UNEP to determine accountability and deliver its findings by 30 March 2012, failed to take account of the MAP calendar of meetings, in particular the holding of the Meeting of Contracting Parties earlier in the year. The Contracting Parties could not adopt a decision on the situation or on the budget without all the facts to hand. The possibility of conducting an interim review of the status of the investigations prior to the forthcoming Meeting of the Contracting Parties was mentioned. A question was raised about the appropriateness of UNEP determining accountability, since it was both "judge and judged". Following a discussion, the Bureau considered that the substance of the UNEP response to those recommendations was relevant, but UNEP was urged, after determining responsibilities behind the inaccuracy of budget proposals and the creation of inappropriate allotments, to report to the Contracting Parties at their 17th meeting. A similar comment on submission of information in time for the Meeting of the Contracting Parties concerned UNEP's response to recommendation (7), which set the deadline for the outcome of consultations on the division of authority for financial and other administrative matters between UNON and UNEP at 30 March 2012.

17. The matter of accountability was closely linked to the reasons for the accumulation of the deficit over so many years, which were still not fully and clearly identified or explained and remained a matter of great concern to Contracting Parties. It was noted that earlier audits had been conducted over the period in question, in 2006 and 2009. The reasons for the peaks in over-expenditure in certain years that had now come to light also required clarification. It was suggested that a contact group on the budget might be set up to prepare for the forthcoming Meeting of the Contracting Parties, possibly drawing on input from other conventions, although caution was urged in determining the objectives and ToRs of any such group so as not to undermine the prerogatives of the Contracting Parties.

18. On the subject of the causes of the deficit and possible alternative sources of funding, to recover it and to be prepared for future contingencies, representatives requested more information on the inter-fund borrowing mechanism, the administration of the MTF, QML and CAL funds, the nature of the debts incurred, why no monitoring was in place to ascertain over-borrowing and whether the debt could be renegotiated or deferred, or the mechanism further drawn upon on grounds of solidarity; on possible additional allocations from UNEP's Special Account for PSC, it being noted that the USD 1 million already allocated was a grant contribution; whether, with the new division of responsibility between UNEP and MAP, the 13 per cent commission charged by UNEP to Contracting Parties to the Barcelona Convention could not be reviewed, particularly in the light of charges to other conventions; on the revolving fund decided upon by the Contracting Parties; and in general why no alarm bells had been sounded as the deficit accrued. On the specific question of the revolving fund, Ms Silva confirmed the decision of the previous Meeting of the Contracting Parties to establish such a fund, but that the position now was first to address the deficit so as not to hamper MAP's operations, and to establish the revolving fund from any savings made once the deficit had been recovered. With regard to QML-MTF transactions, she referred participants to item 7 of the ToRs of the OIOS Audit, circulated for information, which related to misposting of transactions, a matter on which concern had been expressed at the Bureau's Zagreb meeting. As stated in paragraph 6 of the Audit Report, the auditors had not addressed that item, considering it to be a low-risk issue.

19. The Bureau stressed the importance of precise figures to enable the Contracting Parties to take fully informed decisions. There should be no confusion between “real” money, such as Contracting Parties’ contributions, and forecasts or budgetary inaccuracies. Among the figures missing from the report, or at best approximate, were, firstly, the exact amount of the deficit, those on unpaid pledges, since representatives noted that only one country - Libya - was now still in arrears with its contribution; those on outstanding advances to the RACs, noting significant discrepancies in the figures contained in Table 9; and amounts given variously in USD and Euros. In general, on the understanding that the matter would be further discussed under subsequent agenda items, they wished to see some sort of implementation table listing the shortcomings found, such as in budgetary procedures, and the measures taken or recommended to overcome them, together with figures and deadlines, in order to give the Contracting Parties a complete overview and prevent further mismanagement in the future. On the question of the approximate figures (USD 2 or 2.2 million) given for the remaining outstanding deficit, Ms Silva pointed out that currency exchange fluctuations between the US dollar and the Euro might affect the final amount, adding that the figures given were the best estimate to date and that a final figure would not be available until the UN closed its accounts in March 2012. The amount received in the current year for unpaid contributions from previous years was EUR 410,353.

20. In a subsequent exchange of views, the point was made that the principle matter of concern to Contracting Parties as a basis for the political decisions they would have to take and over and above MAP/UNEP/UNON working relationships or accounting problems, was the extent to which the budget approved by the Contracting Parties at their 16th Meeting had been affected by the financial situation and what burden from the past they would have to bear in the next biennium. The same would apply in successive bienniums, hence the need for the carry-over to be clearly and systematically specified. They needed to know what the required level of contributions was to maintain the budget level. It was suggested that a possible solution might be to present the budget in two separate parts, one being the normal budget devoted to implementation of the programme of work and the other showing the amounts required to resolve the financial crisis, with the sum of the two not exceeding current ordinary contributions to the MTF. It was added that, since the five-year programme of work did not specify figures, prioritization of activities was essential in order to relate the five-year programme to the two-year programme, and that governance was a key issue in that respect.

21. Replying to comments, Mr Salzmann acknowledged that the timing proposed in the UNEP/UNON response to the recommendations did not take account of the MAP calendar of events, but explained that the action UNEP was taking in response the problems that had arisen and to the audit recommendations were structurally addressed to all the conventions administered by UNEP in order to eliminate “grey areas”, and that they would ultimately all benefit from such concerted action. The peaks in the deficit corresponded to end-of-biennium findings. In reply to a question about the training plan recommended in an earlier audit, he said that the matter would be taken up by the Secretariat.

22. As to the reasons for the deterioration in the MTF fund balance, he recalled and expanded upon the reasons described in the Audit Report, notably shortcomings in budgetary practices, with the inclusion in the budget proposals of items of income that did not in fact constitute available income, such as unpaid arrears and anticipated bank interest, a build-up of inter-fund borrowings to finance the deficit, attribution by UNEP of certain expenditures to the MTF, such as voluntary contributions, that should more appropriately have been charged to the QML fund, the use of a budgetary exchange rate that underestimated the actual value of the expenditures in UNEP’s US dollar books, the impact of currency fluctuations, and discrepancies between advances made to the RACs and the recording in the accounts of RAC expenditure not fully accounted for because of the

periodicity of the reporting procedure. Regarding the three MEL, QML and CAL funds, they were all administered by UNEP. Following up on Ms Silva's comment that the resources in QML were either earmarked or intended for very specific projects, he said that therefore, after the recent adjustments made to transfer funds to the MTF, no further funding was available from that source.

23. Responding to further questions about the inter-fund borrowing mechanism, the interrelationship between UNON and UNEP in that regard and the scope for possible renegotiation or deferral of MAP's debt, he explained that inter-fund borrowing was a mechanism that had been developed by UNEP Headquarters to enable a fund whose expenditures had gone beyond the respective income to borrow the additional amount from other funds. The difference between the MTF deficit as at 31 December 2009 ( 4.5 million) and the respective inter-fund borrowing (5.4 million) was mainly due to the existence of uncollected pledges, which, in accordance with UN financial rules and regulations, had been credited to income before the actual receipt of the cash, since after the approval of the budget by the Contracting Parties they were considered solid commitments. That was why the collection of pledges in arrears reduced only the inter-fund balance and not the deficit as such. The amounts now transferred to QML were not contributions but expenditures that had been wrongly charged to the MTF. He confirmed that there was no procedure for limiting expenditure and debt, but said that the whole system was currently being reviewed in depth to ensure that the necessary checks were in place. Representatives stressed the need for monitoring and control procedures to be put in place so that there would be no recurrence of such practices. In reply to the query about the USD 1 million allocation from the Special Account for PSC, Mr Salzmann said that it was a one-off allocation representing a significant contribution by the Executive Director of UNEP to deficit recovery and hence an assumption of responsibility for the problem. Regarding the various references to USD and Euro amounts, he outlined the difficulties encountered by UNON in recording and reporting Euro transactions in the UN system's dollar books, as described in paragraphs 41-42 of the Audit Report. The system was currently under review but there were limitations to the information management tools still used to record such transactions.

24. Representatives acknowledged that the situation was due partly, but by no means entirely, to an accounting problem. Certainly budget proposals submitted to the Contracting Parties should have included at the outset carry-overs from the previous biennium, together with a transparent presentation of actual income and expenditure, but the crux of the issue lay with failures in monitoring and certification, fund sufficiency assessments and expenditure controls, and a lack of clear authority and division of responsibility between UNEP, UNON, the Coordinating Unit and the RACs. On the latter subject, representatives observed that all RACs had in good faith spent the cash advances, yet on the books had accumulated a deficit.

25. Ms Katagai, MAP Administrative and Fund Management Officer, informed the meeting that the division of responsibility had now been clarified. Traditionally, all fund management responsibility had lain with UNEP, but the data entry point had now been decentralized to MAP, with UNEP retaining oversight authority. With regard to the RACs, noting that since 2009 UNEP had determined that all advances should be considered expenditure, work was proceeding in MAP to check all the figures concerning the outstanding receivables in detail, and would be completed by February 2012. To date, a significant reduction had been achieved. The discrepancies noted in Table 9 of the Audit Report would be cleared and, once all outstanding receivables had been closed, the RAC/MAP accounts should be balanced and there would be no problem in the future. In reply to questions, Ms Silva pointed out that, since cash advances to RACs were now counted as expenditure when disbursed, the amounts involved had been incorporated into the deficit calculations, and also

that MED POL and the Coordinating Unit did not receive advances, which were restricted to bodies that did not come under UNEP's authority.

26. Mr Candotti, providing further clarifications, explained that one of the problems was that UNEP worked with a cash budget system, not an accrual system, which meant that no distinction could be seen between disbursement and capital expenditure. However, major, radical changes were taking place within UNEP as it moved towards adopting an accrual system. Another crucial issue was the legal framework governing multilateral agreements. UNEP's Governing Council in February 2011 had noted discrimination in the management of accounts between the different conventions, and "grey areas" in respect of some conventions such as the Barcelona Convention which UNEP did not have the mandate to correct. Under the current Spanish presidency, discussions were ongoing on that matter. Another point was that there were dedicated trust funds for each convention, but a common kitty for overhead costs, sometimes used for urgent measures. There, too, changes were under way and there was now a move towards a dedicated fund for certain conventions. Regarding division of authority, he explained that until a year or two previously, accounts management, reporting and banking had been the responsibility of UNON. UNON had reported to UNEP, which in turn had reported to the MAP Secretariat. Following the devolution of accounts management to UNEP, the latter had in turn moved towards decentralization of fund management, which was now in the hands of MAP, with UNEP retaining oversight authority.

27. In response to the question about whether there might be a budgetary return to Contracting Parties on UNEP's 13 per cent charge for administrative costs now that some tasks had been devolved to MAP, he said that the bulk of that amount was already used to cover administrative and financial costs at the Athens office, including eight staff posts. However, the balance could be renegotiated, with due caution exercised not to create routine precedents. Mr Salzmann further explained that the 13 per cent charge was the standard PSC percentage levied on the income of the UN as per the agreement between the UN and Member States, but other percentages were also applied, such as 4.5 per cent in the case of the EU voluntary contribution. Normally, 67 per cent of PSC was given back to the office generating such income and the remaining 33 per cent was withheld by UNEP Headquarters to cover the administrative costs associated with the oversight and support of the office. In the case of MAP, almost 100 per cent of PSC had been returned to the generating office in recent years to finance a number of posts and cover other expenses such as oversight missions.

**Agenda item 4:**      **Measures to improve fund management and enhance delivery of the programme of work**

28. Ms Katagai introduced document UNEP/BUR/73/3, specifying that her presentation would focus on the financial measures taken or being taken to improve fund management, to enhance effectiveness and efficiency in programme delivery, and to collect contributions and raise funds. She presented each of those three areas in terms of problems identified and action taken. The measures taken to improve fund management were aimed at improving the budgeting process, strengthening monitoring and management of cash advances, and introducing mechanisms to prevent allotments from exceeding available resources. They were in line with OIOS Audit recommendations (1), (2), (8), (9) and (5).

29. In order to improve the budgeting process, a new budget format had been developed which would be used to present the draft 2012-2013 budget to the Contracting Parties for approval. The format was results-based and comprehensive; it followed a logical flow and also served as a fund mobilization tool. UNEP would review and clear the draft budget prior to submission to the Contracting Parties. A clear work flow had been identified and the formal budget clearance process had been institutionalized. A first step had been to remove from

the "income" section of the budget items such as unpaid pledges for previous years, bank interest and provision from the MTF reserve that had caused overspending beyond actual income.

30. Under the old budget format, it had been difficult to see a clear overall picture of MAP activities, since there had been no comprehensive summary of income and commitments, including all sources of funding, nor a presentation of projects and counterpart funding. Budget presentation would now start with a comprehensive overview of "income and commitments", including all "expected ordinary income" and "other UNEP/MAP income", with a breakdown under each section heading. She presented the proposed overview table as contained in the new budget format (Annex I to document UNEP/BUR/73/3). Following the overview, there was now also a clear breakdown of the distribution of funds among thematic areas, outputs and components, which had not been the case in the past. A table of contents was included for ready reference to the structure of budget presentation.

31. In the past, negotiation and identification of activities requiring additional funding had been carried out on an ad hoc basis. In the new format, "amounts to be mobilized" were presented by output and component (section 7) and a column indicating "external funding to be mobilized" had been added to show the gap between secured funding and funding to be mobilized for each output (section 5). There was also now a breakdown of activity costs by thematic area, which had been missing in the past, in addition to administrative costs (sections 8 and 9).

32. Regarding the monitoring and management of cash advances, no new advances would be made to the RACs until previous advances had been justified and fully reported and recorded. An initial 15 per cent reduction in advances outstanding over 24 months had been achieved, and further ongoing work had already yielded a further five per cent reduction. Strengthened monitoring and timely closing of advances had now been decentralized to MAP as the single data entry point.

33. In order to prevent allotments from exceeding available resources, and consistent with Audit recommendation (5), allotments were now to be phased in line with actual cash available. Instead of programming 100 per cent of funds approved by the Contracting Parties, the proposal was now to programme only 40 per cent at the beginning of the year, with a review in June and September as contributions came in. That proposal would require the understanding and cooperation of Contracting Parties in terms of early payment of their annual contributions.

34. The Bureau commended the immediate action taken by the Secretariat to stabilize the deficit by adjusting expenditures to income. In particular, it welcomed the new budget format and requested that it be the basis for the submission of the 2012-2013 budget to the Contracting Parties at their 17th Meeting. The new format was an appropriate working tool conducive to better fund management and the readability of budget documents. The Bureau agreed with a proposal from the floor that capacity-building and technical assistance activities should be specifically identified in the document. In response to a question, Ms Silva confirmed that the new format had been developed in consultation with the RACs.

35. Representatives reiterated the importance, in the budget preparatory process, for Contracting Parties to be informed of income and expenditure over the preceding biennium and any carry-over to the next biennium, including unpaid arrears. Following a discussion, and noting that the UN closed its accounts for any given year in March of the following year, the Bureau therefore requested that a detailed, quantified account report of expenditures be submitted to the Contracting Parties at the end of each biennium.

36. A discussion ensued on the proposal to phase the implementation of programme activities in a given year, to allot only 40 per cent of the yearly approved MTF budget and to revisit the allotment percentage at the end of June, in order to ensure strict oversight of expenditure in relation to actual income, and consequently to invite Contracting Parties to pay their annual contributions at the beginning of the year. Representatives acknowledged the need for regular monitoring and for allotments to match income, but urged flexibility in the application of that policy, notably in terms of deadlines for the payment of contributions, pointing out that domestic procedures might preclude such early payment, and also that, for certain types of project, funding guarantees were needed from the outset, whereas the first phases of the project were in many cases taken up with planning and preparation, while the bulk of funds for actual implementation was not disbursed until a later phase. The RAC Directors, in particular, would need guidance in that matter, which again raised the questions of the need for consultation and coordination with the RACs and the periodicity of reporting. The possibility of a revised, real-time reporting system in a standardized format was raised. Another question was whether, in the present circumstances, MAP could take on board projects that were already at an advanced stage of negotiation, such as the major EU ENRTP project. More clarity was needed on when exactly the monitoring exercise would take place, given, for example, the slow pace of UNEP procedures; on certain criteria, such as what level of contributions would trigger an increase or decrease in allotments; and on the "principle" of sharing a reduction in the implementation level equally between the Coordinating Unit and the components. On the latter question, the Bureau considered a proposal that there should be a prioritization of activities to be reduced in the event of a shortfall, agreed in advance, rather than an across-the-board reduction. A further suggestion was that the Coordinating Unit might endeavour to ascertain from past data whether there was a pattern of early or late payment of contributions as a basis for determining allotments.

37. Replying to questions and comments, Ms Katagai said that monitoring was the key issue. The proposed, perhaps ambitious, mechanism on phased allotment had been prepared with UNEP input. It was a contingency plan since, should 100 per cent of contributions be collected in the first quarter, the allotments would not need to be phased. The Secretariat was open to any suggestions for improvement. Ms Silva noted that MAP would be starting the next biennium with a deficit, which explained the need for strict monitoring and the somewhat precise mechanism that had been developed for phasing allotments to match actual income received. The Secretariat was, however, still on a learning curve, and the comments made at the current meeting, and in particular the requests for more flexibility, would be taken into account in the final proposals. Replying to a request for a strengthened mechanism to keep the MAP Focal Points and the Bureau informed of developments arising from the monitoring process, Ms Silva observed that regular updates on the payment of contributions were posted on the MAP website.

38. On the question of consultation with the RACs and existing reporting procedures, Ms Silva said that steps would be taken to ascertain from RACs their priorities for allotments in the first six months of the year. She recalled that RAC activities would be reflected in the new budget format. Regarding major projects in the pipeline, they would inevitably be affected if contributions were not received. Mr Salzmann added that it was QML funding that would be affected if the funds for extra budgetary projects were not actually in the bank. Regarding the MTF, the phased allotment proposal was based on an approach that recognized 40 or 50 per cent of yearly expected contributions as income as at 1 January, rather than 100 per cent of pledges, as in the past. In response to a question about the payment of staff salaries up to 31 December 2011, given the holding of the forthcoming Meeting of the Contracting Parties after the year's end, Mr Salzmann confirmed that such payment was assured.

39. In conclusion, the Bureau endorsed the phasing proposal, requesting the Secretariat to submit a proposal to that end, taking account of the Bureau's comments, for adoption by the Contracting Parties at their 17th Meeting.

40. Following introductory remarks by Ms Silva on arrears, and as reported in document UNEP/BUR/72/3, the Bureau noted with satisfaction the significant efforts made to recover arrears in contributions and invited Contracting Parties to pay their 2012-2013 contributions promptly, if possible at the beginning of the biennium, bearing in mind the budgetary procedures specific to each Contracting Party. Representatives noted that only one country was now still in arrears but, given the prevailing geopolitical circumstances in the country concerned, its contribution was unlikely to be forthcoming in the near future. That shortfall, and indeed any shortfall due to uncollected arrears should be reflected in the budget proposals. More broadly, the Bureau encouraged the Secretariat to develop a policy on bad debts, to be submitted to the Contracting Parties.

41. In reply to questions about whether arrears affected the deficit, Mr Salzmann recalled that, for the reasons given earlier in connection with the inter-fund borrowing mechanism, the collection of pledges in arrears did not reduce the MTF deficit, only the inter-fund balance.

42. Ms Silva said that the deficit in the CAL fund was the result of a misunderstanding over the USD and Euro amounts involved, as described in the document, and that Greece had always paid its assessed and voluntary contributions on time. The ongoing dialogue with the Government of Greece to restore the balance on that account was advancing well. In response to a comment, she said that the CAL deficit had no impact on the MTF because CAL funds supported administrative expenditure, in respect of which savings had already been made. The point was made that the amount involved was substantial and that a decision by the Contracting Parties on the situation would be needed, as follow-up to previous Contracting Party decisions on the subject.

43. The representatives of Greece, recalling the explanations given at the Bureau's Zagreb meeting as to how the misunderstanding and consequently the deficit had arisen, said that their Government had been working closely with the Secretariat towards a bilateral solution, which was expected in time for the Meeting of the Contracting Parties. A supplementary agreement to the 1982 agreement between the Coordinating Unit and UNEP would probably close the issue and would provide safeguards for the future. The Bureau welcomed the progress made in the ongoing discussions between the Secretariat and the Government of Greece concerning the host country agreement and the deficit in the CAL account, and looked forward to an early conclusion of the discussions, preferably before the next Meeting of the Contracting Parties.

44. Regarding resource mobilization, Ms Silva referred to several major projects consistent with programme priorities and described in document UNEP/BUR/72/3, paragraphs 3.3 and 3.4, which had been developed in cooperation with donors, mainly the EU, whom she thanked, and which were at an advanced stage of negotiation.

45. MAP was very interested in expanding its resources, particularly in the current financial context, and would welcome any ideas from the Bureau. As requested by the Contracting Parties, a new resource mobilization strategy was being developed. The strategy would be a corporate, balanced UNEP/MAP resource mobilization effort rather than an individual MAP component-driven approach.

46. In the ensuing discussion, representatives agreed that, in the current context, it was more than ever necessary to mobilize resources, and commended the Secretariat's efforts to that end. They stressed in particular the need for projects to be consistent with identified priorities in the programme of work and hence for information on all currently proposed and potential projects to be available for scrutiny. That could be provided for under the strategy, making it possible not only ensure their consistency with programme priorities but also to

ascertain whether they might more appropriately be funded from the MTF or from external sources. While they welcomed other organizations' interest in MAP, it should be borne in mind that donors might have other interests or a different agenda. With a high percentage of extra budgetary projects, there was a risk of drifting away from the programme of work towards satisfying donors' demands. It was suggested that the Secretariat might take a more proactive approach in negotiations with donors with a view to directing their choices towards more Mediterranean-friendly projects consistent with MAP and Convention objectives. However, resources being scarce, ingenious approaches were needed to secure partnerships that maintained the delicate balance between donor demands and beneficiary requirements. It was commented that, at the MAP level, the complex process of selecting projects would certainly require Contracting Parties' and RACs' involvement, but possibly also outside expertise. Another suggestion was that MAP, particularly in the context of its greater autonomy, should be taking more initiative in suggesting or presenting projects, for example regional projects on climate change adaptation, with UNEP playing a significant role in managing the funds for such projects. Another point made was that most projects currently on the table benefited eligible countries only; the new strategy should make provision for activities benefiting all Contracting Parties. Finally, representatives stressed the importance of RAC involvement in the new resource mobilization strategy, and the submission of the draft strategy to the Focal Points at their next meeting.

47. Replying to comments, Ms Silva confirmed that the draft strategy would be before the Focal Points at their forthcoming meeting, in the expectation that it would be launched immediately, and that the RACs had been associated with its preparation and would be further involved in its implementation. With regard to ensuring that the funds mobilized reflected programme priorities, optimum results could be achieved with some give-and-take between donors and MAP.

48. In conclusion, the Bureau acknowledged the resource mobilization efforts made by the Secretariat and requested that the draft resource mobilization strategy be submitted to the Focal Points at their next meeting in order to complement the Contracting Parties' decision on the budget.

#### **Agenda item 5: Deficit recovery**

49. Ms Silva recalled that the MTF deficit and the negative inter-fund borrowing balance stood respectively at USD 4.5 million and 5.4 million as at 31 December 2009, and presented the measures taken and proposed to recover the deficit, as described in document UNEP/BUR/72/4. As a result of the measures taken to correct over-budgeting for 2010-2011, namely a 14 per cent reduction in the level of expenditures, the collection of arrears, the reallocation of approximately USD 0.9 million from QML to the MTF, the allocation by UNEP of USD 1 million from the Special Account for PSC, cost-cutting measures resulting from the Functional Review, and further cuts in administrative costs, the budget deficit as at 31 December 2011 was estimated at USD 2 million, or up to USD 2.2 million depending on exchange rate fluctuations. The proposed principles guiding the recovery process, as described in paragraph 4 of document UNEP/BUR/72/4, were: solidarity, entailing minimum burden-sharing among all Contracting Parties and a 2.5 per cent increase in MTF pledges as approved in principle by the Contracting Parties at their 16th Meeting; minimum disruption of MAP's programme delivery capacity; and a reasonable time-frame, not exceeding four years.

50. She presented the three scenarios that had been developed for recovery of the remaining deficit: scenario 1, which corresponded to OIOS Audit Recommendation (4) and provided for immediate recovery through a one-off extraordinary contribution by Contracting Parties of USD 2 million; scenario 2, providing for a one-off extraordinary contribution by Contracting Parties of USD 1 million and recovery of the remaining deficit through savings

made by implementing the Functional Review of the Coordinating Unit and MED POL, over four years; and scenario 3, proposed by France, providing for recovery of the whole deficit through reductions in expenditure, with no extraordinary contribution by the Contracting Parties. Under scenarios 1 and 2, the basis for apportioning the one-off contributions by Contracting Parties was open to discussion; possible options being voluntary contributions, UN assessed rates, or other options such as a minimum fixed starting basis of, for instance, USD 10,000 or 15,000. Under scenario 3, the estimated reduction as compared with the 2010-2011 approved budget was 24 per cent, to be shared evenly among all MAP components.

51. The Bureau took note of the amount of the deficit in the MTF as at 31 December 2009 and commended the measures taken to recover it. Ms Silva confirmed that the announced 14 per cent reduction in the level of expenditures in the 2010-2011 budget did not need to be sanctioned by UNEP as an official budget revision, given MAP's managerial obligation to effect such adjustments and clear them in its books.

52. The President invited the Bureau to consider first the guiding principles. On the principle of solidarity, representatives noted that the assumption in the document and in Audit recommendation (4) was that solidarity applied only to Contracting Parties, whereas the Bureau had already expressed its reservations on that recommendation and consequently on any scenarios derived from it. The principle should therefore apply, rather, to all MAP components, but also to UNEP, which was requested to report on possibilities within its mandate, including the negotiability of the 13 per cent levy and of longer-term repayment of loans from other funds, and on the scope for further reallocations of expenditure to QML, considering other projects in the pipeline, and for financing from other trust funds administered by UNEP. With regard to the proposed 2.5 percent increase in assessed contributions, representatives acknowledged their approval in principle of such an increase but observed that such approval had been given before the deficit issue had arisen. It was therefore generally agreed that any such increase should be deferred pending recovery of the deficit and the return to a sound financial situation. It was again stressed that matters pertaining to contributions and the budget must be dissociated from the deficit. There could be no discussion or decision about increased contributions until all the options for deficit recovery had been explored and savings clearly identified. Moreover, the 2.5 per cent increase concerned current pledges and should therefore also be dissociated from deficit recovery. Some representatives considered, however, that the possibility of such an increase should be left open until all scenarios had been examined. The suggestion of setting a minimum across-the-board contribution for a one-off payment prompted the comments that countries with a lower level of contribution would then be paying more than major contributors, that a signal might be expected from the major contributors as well, that any additional contributions might discourage voluntary contributions, and that any option taking account of assessed contributions must be based on the latest assessment rates decided by the UN General Assembly.

53. While it was acknowledged that, looking ahead to the forthcoming Meeting of the Contracting Parties, steps should be taken urgently to resolve the financial crisis, and that discussions at the current meeting should focus primarily on that issue, it was pointed out that it was difficult to discuss the principles in isolation and hence to take what amounted to political decisions in the absence of full disaggregated data, explanations and a debate about the specific amounts involved in the deficit, accountabilities and other as yet unresolved issues, including all the implications for programme delivery of the scenarios presented and possibly others to consider, and the burden ultimately to be borne by the Contracting Parties even under scenario 3, or without an in-depth debate on governance. A preliminary point made was that immediate responses were expected to a number of complex issues at the same time, namely recovering the deficit and enhancing MAP efficiency and effectiveness,

against a background of financial crisis affecting all the Contracting Parties. The majority view was that a step-by-step approach to resolving those issues was therefore required.

54. After an exchange of views on the proposed scenarios, a consensus emerged on scenario 3, with recovery of the remaining deficit over a period of four years, as the most realistic working basis. The longer timeframe would ease the financial burden on the MAP components and allow more time for all the conclusions to be drawn from in-depth discussions on management and governance, which would have a significant bearing on the direction taken, for a phased adjustment of the whole MAP system and for potential savings to be identified in consultation with all the parties involved. Given the 14 per cent reduction already made, the amount to be recovered would not be exorbitant and would not preclude voluntary funding. That comment prompted the remark that it was precisely the reason why there needed to be agreement on the exact final deficit figure. Even the projected EUR 180,000 annual savings resulting from spending cuts was only an estimate. The question of other possible scenarios was raised, and the Secretariat was asked to consider that question and to report thereon to the Focal Points at their forthcoming meeting, as well as on all the implications of scenario 3 as agreed, together with proposed accompanying measures.

55. Mr Candotti agreed that not all possible scenarios had been considered. Those before the Bureau assumed a status quo and did not envisage a root-and-branch review of the whole configuration of MAP's structure and operations for service delivery. The financial crisis marked the end of a phase in MAP's history and might be seen as a window of opportunity for returning to fundamentals and exploring other, more radical scenarios for the future. MAP could rely on UNEP's cooperation in such an endeavour. In considering any scenario, he advised against counting on additional income, which, were it to materialize, should be put aside as a strategic reserve, and advocated a drastic reduction in fixed costs, observing, however, that, once decided, there was no going back on such a radical reconfiguration because of the human and structural implications.

56. While some agreement was expressed with the observation that a crisis situation could provide the impetus for making difficult decisions, the President commented that Contracting Parties were well aware of the need for such strategic and governance changes, as could be seen from the Governance Paper approved at their Almeria meeting in 2008, and that steps had already been and were being taken, irrespective of the deficit, to give effect to that decision. Although governance and financial issues were interlinked, the prime concern now at hand was to recover the deficit and balance the budget, with the accompanying management measures.

57. Regarding the principle of minimum disruption of the programme of work, representatives expressed particular concern about any reductions in programme activities, commenting more generally that it was necessary to improve the ratio between administrative and programme costs, which was currently two-thirds to one-third throughout MAP, including the RACs. They expected that, with the prioritization of core activities in line with the programme of work and with further cuts in administrative costs, the impact on the programme of work should be kept to a minimum, although it was pointed out that some cuts in administrative expenses had already been made and that limiting factors were inflation and the need to maintain a critical mass of human resources. Hidden costs, such as outsourcing, should also be taken into account.

58. They agreed on the need for an in-depth review and evaluation of the RACs' functions and operations, to be conducted as soon as possible and certainly during the first year of the next biennium, but in the interim, savings could be identified and should be effected, in cooperation and consultation with the RACs. Coordination was crucial in that respect. Options on the modalities of such a review would be discussed under item 6. The importance of cutting administrative costs was stressed, but, rather than applying the same

percentage reduction to all the components, many spoke in favour of a differentiated, though balanced, approach based on a functional but also an operational review; their respective activities and relative impacts should be taken into account as well as their fixed costs.

59. The Bureau discussed the tables distributed during the meeting, providing data on the current working budget and on scenarios 3A (deficit recovery over four years) and scenario 3B (recovery over two years), together with supplementary information on posts funded by PSC, but considered that, though useful, they did not respond adequately to its requests for a clear distinction to be drawn between the approved budget and the budget after cuts, for detailed comparative figures and percentages for programme and administrative costs and for a breakdown of activities, recalling that a detailed account report was to be submitted on expenditures, covering inter alia the MTF, the PSC and staff costs, including consultants. On the basis of the suggestions made, it therefore requested the Secretariat to provide full information for consideration by the MAP Focal Points at their next meeting in order to enable the Contracting Parties to have all the facts to hand in determining the exact amount of the deficit still to be recovered and which were the core, priority activities to be preserved and which activities might be frozen, deferred or proposed for voluntary funding.

60. Mr Candotti, observing that he would be conveying the Bureau's instructions to the Executive Director of UNEP, summed up his understanding of the outcome of the discussions so far. The Contracting Parties were unable or unwilling to offset the deficit through an extraordinary contribution or a 2.5 per cent increase in contributions and had in principle agreed to proposed scenario 3, with deficit recovery over four years. However, several matters remained outstanding before a final decision could be taken, notably the need for a clear statement of expenditure and income, excluding any potential additional income, carried forward from one biennium to the next and therefore covering the past, the present and projections for the future, and also for the detailed breakdown requested. Drawing the distinction between deficit and debt, he stressed the importance of specifying a clear debt write-off policy or strategy for bad debts, and to ensure that from the next biennium there would be no further deficit that would turn deficit into debt.

61. He noted further that the Bureau had stressed the need for prioritization of activities, i.e. core and non-core elements, which would mean according top priority to vital, legally binding elements. Flexible modules could then be built around that core, funded through mobilization of external resources. On another issue, he advised that accompanying management measures should also be clearly specified for the guidance of the Secretariat, particularly with regard to staff recruitment, retrenchment, redistribution of tasks and the use of consultants. Also to be specified were such efficiency parameters as ratios and ceilings for fixed costs, notably staff and non-staff costs. In short, bearing in mind all the foregoing considerations, a clear statement of income and expenditure assumptions, together with accompanying measures, would form the basis for restoring trust and for re-creating the proper compact between the Secretariat and the Convention.

62. Regarding programme support costs, he pointed out, with further clarifications from Mr Salzmann, that they were charged not when they came in, as income, but as and when expenditure occurred. The 13 per cent levy determined by the UN General Assembly for administrative costs in order to maintain fiduciary standards was charged on expenditure generated by that income. In the case of the Barcelona Convention, UNEP was making a particular effort to cover MAP's administrative costs by funding eight staff posts out of the 13 per cent, thus de facto reinvesting the bulk of that charge in MAP's current expenditure, with only one-third retained by UNEP and UNON for services. The lower rate (4.5 per cent) charged to QML had been accorded in recognition of a negotiated agreement between UNEP and EU.

63. An exchange of views ensued on the possibility of reducing the 13 per cent levy, which representatives considered should be renegotiated. Questions were asked about the rules and mechanisms in place to prevent the accumulation of a deficit over a number of years. If the Contracting Parties took a decision to apply those rules and to ensure that the necessary resources were available to implement them, that would surely send a clear signal to UNEP, help build up the necessary trust for the future and possibly elicit further cooperation in reducing the debt. In response to those comments, Mr Candotti explained that there were rules, but until now no adequate system in place to apply them. Updating and clarifying the system-wide rules was a matter of ongoing concern to UNEP, seeking as it did to improve fiduciary standards. Should the Contracting Parties to the Barcelona Convention wish a review to be made of the administrative arrangements governing its action as administrator of the Convention, UNEP was willing to embark on negotiations to that end, as it had done successfully for other conventions. It was very well prepared and had models to propose. Such discussions might trigger a reduction in programme support costs. That proposal was welcomed by the Bureau, which requested that information in that regard should be provided to the Bureau at its next meeting.

**Agenda item 6: Measures to enhance efficiency and effectiveness in implementing the programme of work and other governance matters**

64. Mr El-Habr, Deputy Coordinator of MAP, drew attention to further measures taken to enhance efficiency and effectiveness in delivering the programme of work, as contained in document UNEP/BUR/72/3, beginning with the independent Functional Review of UNEP-administered MAP components (Coordinating Unit and MED POL). The Bureau also had before it the Functional Review findings and recommendations (document UNEP/BUR/72/Inf.4) and the ToRs of the Functional Review. It was added that implementation of the recommendations of the review complemented measures already undertaken in response to earlier mandates received from the Contracting Parties, notably in the Governance Paper, and to previous audit reports, before the deficit had come to light. The staffing changes made and proposed, which he outlined, would result in net savings of EUR 180,000 per year.

65. Measures to strengthen programmatic coherence included improvements in the planning process for the two-year programme of work, pursuant to Governance Paper and Executive Coordinating Committee (ECP) recommendations, following the five-year indicative programme of work and the six identified priority themes. The draft programme had been consulted twice by the components and included all RAC activities. A common template for host country agreements had been developed and sent out; some had yet to be returned. With regard to auditing, he referred to the OIOS Audit and its recommendations, adding that it was proposed that a cross-audit of the whole system should be undertaken in 2014. A new communication strategy built around the three pillars of unifying the system, mobilizing other actors and inspiring partners and stakeholders and based on an assessment submitted to the Rabat Bureau meeting would be presented to the Contracting Parties. A resource mobilization strategy was also been developed. Finally, other measures to optimize the use of available resources and cut costs in the Coordinating Unit and MED POL were being considered, notably in respect of procurement, travel, consultancy and the planning of meetings.

66. The Bureau commended the concrete measures taken to enhance efficiency and effectiveness in implementing the programme of work and the savings identified as a result. It considered that the Functional Review was an important and useful step in that direction. Several representatives observed, however, that some of the measures, particularly those concerning staff, had been taken in response to a situation of financial crisis and could be

revisited once MAP's financial health had been restored. Any staffing changes should moreover be handled with due regard for the human factor and with caution to avoid regrouping incompatible tasks. Another point made was that the changes under way should not affect the activities of the Mediterranean Commission for Sustainable Development (MCSD).

67. There was unanimous agreement on the need to conduct a similar review of the whole MAP system, as indeed recommended by the Functional Review report, in order to ensure that it has undergone a thorough evaluation and would be streamlined for greater cohesion and synergy, under the coordination of the Secretariat, although the modalities of such a review remained to be determined. By way of preliminary comment, the point was made that, irrespective of the deficit, governance decisions called for a review of RACs' operations, functions and structure. It was a question not of holding the RACs responsible for the deficit or of stigmatizing individuals, but of determining shortcomings in the mechanism and laying sound foundations for the future.

68. The specificity of the RACs, collectively in terms of their status within MAP and vis-à-vis their administering authorities, and individually in terms of their operations, including their structure and the priority programme areas they dealt with, must be taken into account. It was therefore considered necessary to develop the ToRs for such a review in consultation with the RACs, taking also into account elements relevant to the RACs that had been missing from the ToRs of the Functional Review carried out on the Coordinating Unit and MED POL. Care should be taken to ensure that savings from the exercise should benefit the MAP system as a whole, and that any gains arising from the functional review were not lost on outsourcing, consultancies and the like. The specific question of the upgrading of posts could be deferred until MAP's financial health had been restored.

69. The nature of the review and who would conduct it were discussed, with arguments for and against a formal review along the lines of the Functional Review already undertaken or a more informal and more decentralized review conducted by the RACs themselves and/or by the Coordinating Unit on the basis of information already available and further consultations. At the outcome of the discussion and following clarifications by Ms Silva, who pointed out that the Coordinating Unit did not have the expertise to carry out such an exercise, it was agreed that it should be an external review of a more formal nature, but adopting a differentiated approach to take account of each RAC's specificity. That raised the question of funds, which it was hoped could be raised through an appeal for voluntary funding. A further point made concerned the unique position of REMPEC, which, as an IMO-administered centre, would need the agreement of the administering authority for any institutional reform.

70. The question of the timing of the review prompted a number of comments. Ideally, such a review should not be conducted in haste but, given the urgency of the situation and the need for the Contracting Parties to have the facts to hand when discussing the budgetary implications, some representatives spoke in favour of an early start. In any event, a full review could not be conducted and produce its results before the forthcoming Meeting of the MAP Focal Points. After an exchange of views, the Bureau requested that provision be made for implementing the review during the first year of the next biennium.

71. On the subject of Host Country Agreements, representatives of countries hosting RACs took the floor to explain delays in the finalization of the agreements concerning their countries, assuring the Bureau that procedures were under way and, in most cases, near completion. The Bureau welcomed the progress made and encouraged the Contracting Parties concerned to finalize the agreements as soon as possible. Regarding the common template for the agreements, a suggestion that consideration could be given in the functional

review to new or more adaptive elements elicited the explanation that the Host Country Agreements were general framework agreements on RAC operations, with no details on management, and that they should not, therefore, be affected by the functional review.

72. Bureau also welcomed the progress and proposals made in the areas of planning and communication. The proposed new planning process should be a good basis for a project-oriented budget and programme of work. Advance planning was crucial to effecting savings, for example in respect of consultancies and other external contracts.

73. The President summarized the discussions held so far and stated that it is important to extend the Functional Review to the RACs, having in mind that they have different statutes and are not financed exclusively by MTF. For this reason, the Terms of Reference of the Functional Review should be different and they should be prepared in consultation with the RACs and presented and discussed at the coming Focal Point meeting. He stated that the results should be made available and be implemented by the end of 2012. Several delegates agreed on the importance of the timely implementation of the functional review for the RACs.

74. The Spanish representative presented the Spanish non-paper on MAP's governance, explaining that it is only for reflection purposes and does not constitute a formal position. He stressed the importance of reinforcing the Coordinating Unit's role on certain issues, since none of the centres can act on those alone. There may be implications in the internal structure of the Coordinating Unit, since currently it lacks the necessary resources to carry out the enhanced coordinating role. He referred to the areas of Ecosystems Approach, Sustainable Development, Resources Mobilization, as examples of where the role of the Coordinating Unit could be enhanced, so as to ensure better cooperation among the components and better coherence with the Programme of Work. He also stated that MEDPOL must have an enhanced role in the overall monitoring of the Ecosystems Approach from a technical point view.

75. The French delegate proceeded in presenting the French non-paper, stating that it is also for reflection purposes and that some reaction is to be expected as the proposal made is different from the current status quo. He acknowledged that MAP is a valuable tool that must function well and perform according to expectations, but in the context of the budget crisis, the need to look for maximum efficiency is imperative, as well as the need to maintain MAP's competitive advantage, especially in the context of competition that previously did not exist. He emphasized the need to improve in terms of the Parties' involvement in MAP's governance system. He explained that the underlying idea of Part 2 of the non-paper is to have a system of "management by objectives" based on the six areas of the Programme of Work. He suggested rethinking the Focal Points system and moving from RAC basis to a thematic area basis, with the aim to achieve cross-functional steering of the Coordinating Unit, by avoiding excessive centralization and reducing fragmentation. He explained that part 3 of the non-paper is about opening up more to the global context, it is linked with resource mobilization and MAP's capacity to attract funding from various sources and it includes relations with the EU, NGOs, the Union for the Mediterranean etc.

76. The President of the Bureau stated that the two proposals are not completely opposed, but the Spanish one is more based on the current structure while the French one involves more extensive institutional changes and welcomed the discussion on the two non-papers presented.

77. Several delegates took the floor and recognized the expression of good ideas in both non-papers and that best use of the two documents should be made. Some parties supported the key idea of the Spanish proposal to enhance the role of the Coordinating Unit. Concerns were expressed by some parties with regards to the restructuring of the MAP Focal Points, although it has been noted that the current structure does no longer correspond

with the revised and integrated Programme of Work. The need to involve the MAP Focal Points in the planning process from an early stage was acknowledged to be of utmost importance. The Greek representative was of the opinion that there is currently no need to make significant structural changes, but what is mostly required is to enhance the adherence to procedures and to improve the coordination with the RACs based on the Governance paper adopted in 2008.

78. The President of the Bureau summarized the discussions on the two non-papers, concluding that the conclusions will be very preliminary and that no consensus on an operational exit is obvious. He reminded that we have a recent Contracting Parties decision on governance that maintains the system as it is, saying that if improvements are necessary, it should be examined if these should be made under the current framework or by moving forward. In the latter, the French proposal would not be the only option but other options should be considered as well.

79. The roadmap on the follow-up on the two non-papers was discussed, and most parties agreed that the purpose of the Extended Bureau meeting was to discuss financial issues, and that more reflection and time will be needed. It has been suggested that the two non-papers are further discussed either at the next Bureau or the coming Focal Points meeting.

80. Ms. Silva, MAP's Coordinator acknowledged the usefulness of the discussion and the need to come up with a more efficient planning system. She referred to the progress achieved with regards to Ecosystems Approach, helped to a great extent by the European Union financial contribution. She agreed to the need of having greater involvement by the Parties in the governance process, and that a careful examination on the way that this could be done was required. She also emphasized the importance of opening up to external actors. She stated that the Secretariat will first aim to ensure implementation of the actions taken in the context of the Governance Paper adopted in Almeria, and then follow-up actions can be discussed with the Parties and agreed upon.

#### **Agenda item 7: Conclusions and recommendations**

81. The Bureau had before it draft conclusions and recommendations prepared by the Secretariat. In a concluding debate on the financial situation of MAP, representatives summed up earlier discussions and made further proposals. They recalled that the Bureau agreed in principle with scenario 3 as a working basis for deficit recovery, over four years, but that the full implications of such a scenario remained to be ascertained. There was agreement on a programme of work, but still insufficient transparency about how it would be funded in the current critical financial situation. Representatives had made it clear that Contracting Parties, being in no way responsible for the deficit, would not accept any extraordinary contribution to that effect, nor, in their vast majority, would they agree in the current context to any increase in their assessed contributions. Determining accountability for the deficit would be a key factor in that connection. Regret was expressed that the Audit findings had been delivered so late, and so close to the scheduled dates of statutory meetings, precluding a full debate and consultations on all the implications, particularly in terms of responsibilities. The Bureau agreed that a clear message should be sent out that the Contracting Parties considered UNEP to be responsible for having allowed the financial situation of MAP to degenerate, and that acceptance of scenario 3 did not imply acceptance of responsibility.

82. In order to be in a position to take a decision on the budget for the proposed programme of work, Contracting Parties needed to know the exact deficit figures, which were

still unclear. It was recalled that scenario 3 provided for a 24 per cent reduction in expenditures, but that that percentage was based on an estimated, not a final, deficit figure, and that one of the main objects of the discussion had been to reduce the percentage to the extent possible, including through additional resource mobilization, in order to alleviate the impact on programme activities and ultimately the burden on Contracting Parties since, if no other solution were found, they would inevitably be paying for the deficit, rather than for the programme of work, out of their contributions. Assessed contributions must be distinguished from contributions to deficit recovery. Acceptance of the solidarity principle of equal burden-sharing for deficit recovery among Contracting Parties depended very much on the financial position of individual countries vis-à-vis the Convention, and would translate into a very substantial share being paid for by the major contributors, specifically an 84 per cent burden shared by three Contracting Parties. Given the current state of the deficit as estimated, the Bureau member representing one of those Contracting Parties expressed strong reservations as to his Government's willingness to forfeit the corresponding amount to reimburse a deficit for which it was not responsible.

83. The Bureau appreciated the action already taken by UNEP to alleviate the deficit, but considered that it should be approached to explore the possibilities for an additional financial effort. It therefore welcomed UNEP's proposal to cooperate with the Contracting Parties in clarifying and updating the administrative arrangements governing its action as administrator of the Barcelona Convention and the offer made by the Executive Director of UNEP in his letter of 29 August 2011 to the President of the Bureau to pursue further dialogue towards a mutually satisfactory solution to the financial situation. It was additionally pointed out that Audit recommendation (4), rejected by the Bureau, had been addressed to UNEP, and that, in the absence of a formal request from UNEP to the Contracting Parties to comply with that recommendation, discussions remained open, as evidenced by UNEP's offer of further dialogue.

84. Following a further exchange of views, it was therefore agreed that (a) work should continue, for the purpose of preparing the budget and the programme of work, on developing the agreed scenario for deficit recovery and other possible options, taking account of all the additional information and accompanying measures requested, for submission to the MAP Focal Points at their forthcoming meeting; and that (b) in the meantime, in parallel, the proposals by the Executive Director of UNEP for further dialogue should be followed up and negotiations undertaken with a view to revising and updating MAP's compact with UNEP and seeking a mutually agreed solution to deficit recovery.

85. The working basis for such negotiations would be acknowledgement of UNEP's proposals for further dialogue, the Contracting Parties' refusal to increase ordinary contributions, the need for final deficit figures and mutual agreement on how to apportion the financial consequences of the present situation. Progress could be expected on both (a) and (b) before the next Meeting of the MAP Focal Points, and it was therefore hoped that, following further consultations and with more information to hand, the Contracting Parties would be in a position to show more flexibility in acceding to the demands made of them and to give the Secretariat more specific guidance on the way forward. The understanding was therefore that the draft programme of work and budget to be developed and submitted to the MAP Focal Points at their next meeting would be based on current assessed contributions and deficit recovery over a four-year period. Programme activities would be divided into two categories, priority and lesser priority, the difference between the two being the extent of the recovery plan for each year. Should the negotiations close before the next Meeting of the Contracting Parties, and according to their outcome, the Contracting Parties would be in a position to take a decision on the extent to which the programme of work would be implemented.

86. Some Parties suggested that the President of the Bureau would draft a letter to the Executive Director of UNEP along those lines, and circulate the draft to representatives.

87. Following amendments to the draft text, the Bureau adopted the conclusions and recommendations attached as Annex 2.

**Agenda item 8:**      **Closure of the meeting**

88. After the customary exchange of courtesies, the President declared the meeting closed at 9.30 p.m. on Wednesday, 5 October 2011.

## ANNEX I

## LIST OF PARTICIPANTS

|                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>ALGERIA</b><br><b>ALGÉRIE</b>                           | <b>Ms Samira Natèche</b><br>Sous Directrice de la préservation des zones marines, littorales<br>et zones humides<br>Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement<br>rue des Quatre Canons<br>16000 Alger<br>Algérie<br><br>Tel: 213-21-432884 – Mob. 213 – 7716 77579<br>Fax: 213-21-432884<br>E-mail: natechesamira@yahoo.fr                                                    |
| <b>CROATIA</b><br><b>CROATIE</b>                           | <b>Ms. Marijana Mance Kowalsky</b><br>Director<br>Directorate for International Relations and Sustainable<br>Development<br>Ministry of Environmental Protection, Physical Planning and<br>Construction<br>Republike Austrije 14<br>10000 Zagreb<br>Croatia<br><br>Phone: + 385 1 3782 154<br>Fax: +385 1 3717 135<br>e-mail: <a href="mailto:marijana.mance@mzopu.hr">marijana.mance@mzopu.hr</a> |
| <b>EGYPT</b><br><b>EGYPTE</b>                              | <b>Ms Heba Sharawy</b><br>Director of International organization department<br>International cooperation central department<br>Egyptian Environmental Affairs Agency (EEAA)<br>30 Misr-Helwan El-Zyrae Road<br>P.O. Box 11728 Maadi<br>Cairo<br>Egypt<br><br>Tel: 20-2-2 5256452, ext. 8411<br>Fax: 20-2-2 5256490<br>E-mail: heba_shrawy@yahoo.com                                                |
| <b>EUROPEAN COMMISSION</b><br><b>COMMISSION EUROPÉENNE</b> | <b>Mr Claude Rouam</b><br>Head of Unit<br>Marine Unit<br>DG Environment<br>European Commission<br>BU-9 03/177<br>B-1049 Brussels<br>Belgium<br><br>Tel: +32 2 2957994<br>E-mail: <a href="mailto:clauderouam@ec.europa.eu">clauderouam@ec.europa.eu</a>                                                                                                                                            |

|                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>FRANCE</b><br/><b>FRANCE</b></p> | <p><b>Mr François Gave</b><br/>Sous-directeur de la gestion des ressources naturelles<br/>DGM/BPM/NAT - Protection du milieu marin<br/>Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats<br/>Direction des biens publics mondiaux<br/>Ministère des Affaires étrangères et européennes<br/>27, rue de la Convention CS91533<br/>75732 PARIS CEDEX 15<br/>FRANCE</p> <p>Tel. : +33 (0)1 43 17 44 32<br/>Fax :+ 33 (0)1 43 17 73 94<br/>Mobile: +336 14661786<br/>E-mail: <a href="mailto:francois.gave@diplomatie.gouv.fr">francois.gave@diplomatie.gouv.fr</a></p> <p><b>Mme Laurence Petitguillaume</b><br/>Chargée de mission Milieux Marins<br/>Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable, et de la mer<br/>Tour-Pascal – A<br/>6 Place des degrés<br/>92055 La défense cedex<br/>Paris, France</p> <p>Tel: +33 1 4081 7677<br/>E-mail: <a href="mailto:laurence.petitguillaume@developpement-durable.gouv.fr">laurence.petitguillaume@developpement-durable.gouv.fr</a></p> |
| <p><b>GREECE</b><br/><b>GRECE</b></p>  | <p><b>Ms Maria Peppa</b><br/>Head of Dept.of International Relations and EU Affairs,</p> <p>Tel: 30 213 6411717<br/>Fax: 30 210 6410641<br/>E-mail: <a href="mailto:m.peppa@prv.ypeka.gr">m.peppa@prv.ypeka.gr</a>,</p> <p><b>Mr Ilias Mavroidis</b><br/>Department of International Relations and EU Affairs<br/>15, Amaliados Str., 115 23 Athens<br/>Greece</p> <p>Tel: +30 210 64 26 531<br/>Fax: +30 210 64 34 470<br/>E-mail: <a href="mailto:i.mavroidis@prv.ypeka.gr">i.mavroidis@prv.ypeka.gr</a></p> <p><b>Mr Nicholas Mantzaris</b><br/>Dept.of International Relations and EU Affairs,</p> <p>Tel.: + 30 213 15 15 680<br/>Fax: +30 210 64 34 370<br/>Mob.: + 30 6942046 706<br/>E-mail: <a href="mailto:n.mantzaris@prv.ypeka.gr">n.mantzaris@prv.ypeka.gr</a></p> <p>Hellenic Ministry for the Environment, Energy and Climate Change<br/>17 Amaliados Street<br/>11523 Athens<br/>Greece</p>                                                                                                                       |

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>ISRAEL</b><br><b>ISRAEL</b> | <b>Ms Ayelet Rosen</b><br>Director<br>Division of International Relations<br>Ministry of Environmental Protection<br>P.O. Box 34033<br>5 Kanfei Nesharim Street,<br>95464 Jerusalem<br>Israel<br><br>Tel.: +972 2 6553745<br>Fax: +972 2 6553752<br>E-mail: ayeletr@sviva.gov.il                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>ITALY</b>                   | <b>Mr Oliviero Montanaro</b><br>Head of Unit<br>Land and Coastal Areas Management<br>Department for Nature Protection<br>Italian Ministry for the Environment, Land and Sea<br>Via C. Colombo 44<br>00147 Rome<br><br>Tel: +39.06.5722.8487<br>Fax: +39.06.5722.8424<br>Mob: +39 3293810308<br>E-mail: montanaro.oliviero@minambiente.it                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>MALTA</b><br><b>MALTE</b>   | <b>H.E. Mr Walter Balzan</b><br>Ambassador of Malta<br>Athens, Greece<br><br><b>Ms Elaine Cutajar</b><br>First Secretary<br>Ministry of Foreign Affairs<br>Global Issues<br>Directorate-General (Political)<br>Palazzo Parisio<br>Merchants Street<br>Valletta, Malta<br><br>Tel: +356 2204 2325<br>E-mail: elaine.cutajar@gov.mt<br><br><b>Mr Franck Lauwers</b><br>Senior Environment Protection Officer<br>Multilateral Affairs Team<br>EU and Multilateral Affairs Unit<br>Director's Office<br>Environment Protection Directorate<br>Malta Environment and Planning Authority<br>St. Francis Ravelin, Floriana<br>P.O. Box 200<br>Marsa MRS 1000<br>Malta<br><br>Tel: +356 2290 7201<br>Fax: +356 2290 2295<br>E-mail: <a href="mailto:mcsd.malta@mepa.org.mt">mcsd.malta@mepa.org.mt</a> |

|                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>MONACO</b></p>                        | <p><b>S.E. M. Patrick Van Klaveren</b><br/>         Ambassadeur<br/>         Délégué Permanent auprès des Organismes<br/>         Internationaux à caractère scientifique, environnemental et<br/>         humanitaire<br/>         MINISTERE D'ETAT<br/>         BP n° 522<br/>         Place de la Visitation<br/>         MC 98015 - MONACO Cedex</p> <p>Tel: 377-98 988148<br/>         Fax: 377-93 509591<br/>         E-mail: <a href="mailto:pvanklaveren@gouv.mc">pvanklaveren@gouv.mc</a></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>MONTENEGRO</b></p>                    | <p><b>Ms Jelena Knezevic</b><br/>         Adviser to the Minister for the Environment<br/>         Ministry of Sustainable Development and Tourism<br/>         IV Proleterske brigade br. 19,<br/>         81000 Podgorica<br/>         Montenegro</p> <p>Tel: 382 20 446231<br/>         Mobile: 382 67 255604<br/>         Fax: 382-20-446215<br/>         e-mail: <a href="mailto:jelena.knezevic@mrt.gov.me">jelena.knezevic@mrt.gov.me</a>, <a href="mailto:jelenaknezevic@cg.yu">jelenaknezevic@cg.yu</a></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>MOROCCO</b><br/><br/><b>MAROC</b></p> | <p><b>M. Mohamed Benyahia</b><br/>         Directeur du Partenariat, de la Communication et de la<br/>         Coopération<br/>         Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de<br/>         l'Environnement<br/>         4 Avenue Al Abtal<br/>         Agdal, Rabat</p> <p>Tel 212 537576637<br/>         fax 212 537576638<br/>         e-mail : <a href="mailto:benyahia@environnement.gov.ma">benyahia@environnement.gov.ma</a></p> <p><b>Mme Nassira Rheyati</b><br/>         Ingénieur d'État Principal au Service de la Coopération<br/>         Multilatérale<br/>         Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Énergie, des Mines, de<br/>         l'Eau et de l'Environnement, Chargé de l'Eau et de<br/>         l'Environnement<br/>         No 9, Avenue Al Araar, Secteur 16<br/>         Hay Riad,<br/>         Rabat<br/>         Maroc</p> <p>Mob : +212 0666439948<br/>         E-mail: <a href="mailto:r_nassira@yahoo.fr">r_nassira@yahoo.fr</a></p> |

|                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>SPAIN</b><br><b>ESPAGNE</b>   | <b>Mr Victor Escobar</b><br>Technical Advisor<br>Directorate General for the Sustainability of the Coast and the Sea<br>Ministry of the Environment and Rural and Marine Affairs<br>Plaza de San Juan de la Cruz s/n<br>28047 Madrid, Spain<br><br>Tel: +34 91 5976038<br>Fax: + 34 91 5976902<br>E-mail: <a href="mailto:vaescobar@mma.es">vaescobar@mma.es</a>                           |
| <b>SYRIAN ARAB REPUBLIC</b>      | <b>H.E. Mr. Issam Haddad</b><br>Minister Plenipotentiary<br>Embassy of the Syrian Arab Republic<br>Diamantidou 62, Paleo Psychiko , Greece<br><br>Tel.: [30] 210 6715713<br>Fax: [30] 210 68220571<br>E-mail: <a href="mailto:syrembas@otenet.gr">syrembas@otenet.gr</a>                                                                                                                   |
| <b>TUNISIA</b><br><b>TUNISIE</b> | <b>M. Habib Ben Moussa</b><br>Directeur Général de l'Environnement et de la Qualité de Vie<br>Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement<br>Centre Urbain Nord – Boulevard de la Terre<br>1080 Tunis<br>Tunisie<br><br>Tel.: + 216 70 728 679<br>Tel. : Portable : + 216 98 642 495<br>Fax: + 216 70 728 595<br>E-mail: <a href="mailto:dgeqv@mineat.gov.tn">dgeqv@mineat.gov.tn</a> |

UNITED NATIONS BODIES AND SECRETARIAT UNITS  
SECRETARIAT DES NATIONS UNIES

|                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>UNITED NATIONS ENVIRONMENT<br/>PROGRAMME/COORDINATING UNIT<br/>FOR THE MEDITERRANEAN ACTION<br/>PLAN (UNEP/MAP)</b> | <p><b>Mr Michele Candotti</b><br/>Chief of the Executive Office<br/>UNEP, Nairobi<br/><a href="mailto:michele.candotti@unep.org">michele.candotti@unep.org</a>,</p> <p><b>Mr Didier Salzmann</b><br/>Fund Management Officer<br/>UNEP, Nairobi<br/><a href="mailto:didier.salzmann@unep.org">didier.salzmann@unep.org</a></p> <p><b>Ms Maria Luisa Silva Mejias</b><br/>Executive Secretary and MAP Coordinator</p> <p>Tel: 30 210 7273126<br/>Email: <a href="mailto:maria.luisa.silva@unepmap.gr">maria.luisa.silva@unepmap.gr</a></p> <p><b>Mr Habib Elhabr</b><br/>Deputy Coordinator</p> <p>Tel: 30 210 7273126<br/>Email: <a href="mailto:habib.elhabr@unepmap.gr">habib.elhabr@unepmap.gr</a></p> <p><b>Ms Kumiko Yatagai</b><br/>Fund/Administrative Officer</p> <p>Tel: 30 210 7273104<br/>Email: <a href="mailto:kumiko.yatagai@unepmap.gr">kumiko.yatagai@unepmap.gr</a></p> <p><b>Mr Didier Guiffault</b><br/>Legal Officer</p> <p>Tel: 30 210 7273142<br/>Email: <a href="mailto:didier.guiffault@unepmap.gr">didier.guiffault@unepmap.gr</a></p> <p>Coordinating Unit for the Mediterranean Action Plan<br/>48, Vassileos Konstantinou Avenue<br/>116 35 Athens<br/>Greece<br/>Tel switchboard: 30-210-7273100<br/>Fax: 30 210 7253196-7<br/><a href="http://www.unepmap.gr">http://www.unepmap.gr</a></p> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **ANNEX II**

### **AGENDA**

1. Opening of the meeting
2. Adoption of the Provisional Agenda and organization of work
3. Presentation of Audit report
4. Measures to improve fund management and enhance delivery of the Programme of Work
5. Mediterranean Trust – Fund (MTF) – Deficit Recovery
6. Conclusions and recommendations
7. Closure of the meeting



## **ANNEX III**

### **Conclusions and Recommendations**

#### **1. General objectives**

- 1.1 The Bureau stresses that the prime purpose of the current Meeting of the Extended Bureau is to conduct a collective analysis of the causes of the deterioration in the financial situation of UNEP/MAP and to identify the measures to be taken to recover the deficit while minimizing negative effects on the implementation of the Programme of Work, and emphasizes the need also to enhance MAP governance as part of this exercise.

#### **2. Presentation of the Audit Report by UNEP**

- 2.1 The Bureau takes note of the presentation of the Audit Report and acknowledges that it was not intended as the recipient of the Audit report; nor were the recommendations addressed to the Contracting Parties. The Bureau expresses concerns, since the Report does not adequately explain the reasons for the deterioration in the financial situation and the corresponding responsibilities.
- 2.2 The Bureau concludes that the Contracting Parties bear no responsibility in the generation of this deficit and rejects Recommendation 4, which was unduly included in the report. Nevertheless, the Bureau welcomes the offer made by the Executive Director of UNEP to pursue further dialogue in order to find a mutually satisfactory solution for deficit recovery.
- 2.3 The Bureau acknowledges the relevance of the recommendations 3 and 6 of the Audit report and urges UNEP to determine individual responsibilities behind the inaccuracy of budget proposals and the creation of inappropriate allotments, and to report to the Contracting Parties at their 17<sup>th</sup> Meeting.

#### **3. Measures to improve fund management and enhance the Programme of Work**

- 3.1 The Bureau, following the recommendations of the 71<sup>st</sup> Meeting of the Bureau held in Zagreb, welcomes the immediate action taken by the Secretariat to stabilize the deficit by adjusting expenditures to income. It welcomes the new budget format presented by the Secretariat, requesting that this format be the basis for the submission of the 2012-2013 budget to the 17<sup>th</sup> Meeting of the Contracting Parties. The Bureau considers this new format to be an appropriate working tool conducive to reducing shortcomings in budgeting and improving the readability of budget documents. The Bureau agrees that capacity-building and technical assistance activities should be specifically identified in this document and asks the Secretariat to act accordingly.
- 3.2 The Bureau requests that a detailed account report of expenditures, with actual figures, be submitted to the Contracting Parties at the end of each biennium.

- 3.3 The Bureau endorses the Secretariats' proposal to sequence the implementation of activities under the Programme of Work in order to introduce strict oversight of expenditure in relation to actual income, and to make a proposal for adoption by the Meeting of the Contracting Parties.
- 3.4 The Bureau notes with satisfaction, and thanks the Secretariat for the significant efforts made to recover arrears, amounting to 410,355 euros, and invites the Contracting Parties to pay their 2012-2013 contributions promptly, if possible at the beginning of a biennium. The Bureau notes, however, with regard to the payment of contributions by Contracting Parties, that account should be taken of the budgetary procedures specific to each Contracting Party. It also encourages the Secretariat to develop a policy on bad debts, to be submitted to the Contracting Parties at their next Meeting.
- 3.5 The Bureau acknowledges the resource mobilization efforts made by the Secretariat and requests that the draft resource mobilization strategy be submitted to the Focal Points at their next meeting in order to complement the Contracting Parties' decision on the budget.
- 3.6 The Bureau acknowledges UNEP's proposal to cooperate with the Contracting Parties in clarifying and updating the administrative arrangements governing its action as administrator of the Barcelona Convention and requests that information be provided in this regard at the next Bureau meeting.
- 3.7 The Bureau welcomes the progress made in the ongoing discussions between the Secretariat and the Government of Greece concerning the host country contribution and the deficit in the CAL account and urges that this discussion be concluded, preferably before the next Meeting of the MAP Focal Points.

#### **4. MAP Deficit Recovery**

- 4.1 The Bureau takes note of the amount of the deficit in the Mediterranean Trust Fund (MTF) which at 31 December 2009 stood at USD 4.5 million. It thanks the Secretariat for having taken appropriate measures to recover this deficit, including collection of arrears and the proposal to reallocate approximately USD 0,9 million in expenditure incurred in the MTF to the extra-budgetary fund (QML) receiving European Union contributions. This proposed transfer of expenditure will improve the position of the MTF by slightly over USD 1 million, taking account of Programme Support Costs. The Bureau further notes the UNEP grant contribution of USD 1 million and the savings from additional cost reductions during this biennium, and that, following the implementation of these measures, the amount of the deficit is estimated at between USD 2 and 2.2 million by the end of 2011.
- 4.2 The Bureau requests the Secretariat to develop the draft Programme of Work and budget for the next biennium to be submitted at the next Meeting of MAP Focal Points on the basis of current assessed contributions and deficit recovery over a four-year period.

**5. Measures to enhance efficiency and effectiveness in implementing the Programme of Work**

- 5.1 The Bureau thanks the Secretariat for the measures taken to enhance effectiveness and efficiency in the implementation of the Programme of Work, and, notes with satisfaction progress and suggestions in the areas of communication and planning.
- 5.2 The Bureau considers that the Functional Review is important and useful, that, once approved by the meeting of Focal Points and by the COP, it should be implemented in a timely manner and that it should be extended to the whole system. However, it acknowledges that the Regional Activity Centres (RACs) are different and should therefore be consulted in the preparation of the Terms of Reference (TORs) for a functional review to be discussed at the next Meeting of the MAP Focal Points, taking also into account elements missing from the Functional Review already undertaken. The Bureau requests in this connection that provision should be made to ensure that the review is implemented during the first year of the next biennium.
- 5.3 The Bureau welcomes the progress made by the Contracting Parties in putting in place Host Country Agreements for the RACs in accordance with the Governance Paper (decision adopted by the 15<sup>th</sup> Meeting of the Contracting Parties in Almeria) and the Rabat Bureau decision and encourages them to finalize these agreements as soon as possible.
- 5.4 The Bureau took note with appreciation of the two non-papers presented by Spain and France and found both made interesting contributions to the discussions on MAP's governance system within the overall context of the governance decision adopted by the Contracting Parties in Almeria (2008). The Bureau welcomed the offer of Spain to prepare a summary of its presentation for the next MAP Focal Points meeting. The next meeting of the bureau will consider the priorities for the next biennium and in particular how to ensure that the activities related to the ecosystem approach will be implemented.



**Conclusions and Recommendations of the Meeting of the Bureau of the  
Contracting Parties to the Convention for the Protection of the Marine  
Environment and the Coastal Region of the Mediterranean and its Protocols**

**Rome, Italy, 3-4 November 2011**



**Meeting of the Bureau of the Contracting Parties to the  
Convention for the Protection of the Marine Environment  
and the Coastal Region of the Mediterranean and its Protocols**

**Rome, Italy, 3-4 November 2011**

**Conclusions and Recommendations**

*Progress Report by the Secretariat on activities carried out during the period January 2010-September 2011, including expenditures report*

1. The bureau members took note of the progress made in implementing the activities of the Programme of Work and commended the efforts made by the Secretariat to build partnership with relevant partner organisations. However, considering that the next meeting of the MAP focal points (28 November - 1 December 2011) will examine in detail the Progress report, only general comments were made by the Bureau members on the document presented by the Secretariat.
2. The Bureau requested that in engaging consultants, due consideration should be given to establishing the need for the consultant, the qualifications and to reinforcing the involvement of Parties through the national focal points and the use of the expertise available in the Mediterranean countries, by developing specific guidelines. The Bureau requested MAP to develop in the next biennium a policy for the use of consultants by all MAP components.
3. The bureau recommended that the Directors of the MAP components establish regular contacts with their relevant focal points to ensure their full involvement in the implementation of the MAP activities.
4. The Bureau confirmed its deep concern on the impact of over budgeting and the deficit on MAP activities, priority activities and programmes of MAP components. In this context, it recalls the relevant conclusions of the Extended Bureau meeting in Athens last October.

*Main Directions of the proposed Programme of Work for 2012-2013*

5. Following a substantive discussion on the main directions of the Programme of Work the bureau agreed that the elaboration of the programme of work, while being based on the priorities of the 5-Year Programme of Work adopted by the Parties in Marrakech, it should take into account the recent developments in the region as for the economic and political contexts. It should also take into account the emerging issues of relevance for MAP. In this context, the Bureau recommended the following orientations for the Programme of Work:
  - A. The implications of the progress achieved and the forthcoming steps in the Implementation of the Ecosystems Approach (ECAP) road-map adopted by the Conference of the Parties in 2008 and considered an over-arching principle in the Five-year Programme of Work (2010-2015). This includes developing targets and defining Good Environmental Status for the proposed Ecological Objectives; developing an integrated monitoring system for the selected indicators; ensuring an integrated assessment policy; developing common data-sharing policies and building a supporting information system based on Shared

Environmental Information Systems (SEIS) principles; adopting priority sectoral measures; deepening the understanding of key services delivered by our marine and coastal ecosystems; assessing in-depth the socio-economic drivers affecting the status of our ecosystem; and, ensuring a coordinated and articulated implementation of ECAP activities throughout all MAP components.

- B. The strategic and operational requirements necessary to set up effective Integrated Coastal Zone Management (ICZM) and Off-Shore systems now that the ICZM and Off-Shore Protocols have entered into force on 24 March 2011. For this purposes, the Programme of Work should reflect the requirements to further strengthen development and implementation of ICZM policies.
  - C. With all seven Protocols in force, attention shifts from standard setting to challenges affecting implementation. Renewed attention should therefore be devoted to further progress on MAP's core business such as pollution prevention and control strategies and plans, in particular by focusing on all types of pollution reduction from land and sea and on strengthening the regional preparedness and response in case of accidental oil spills.
  - D. The need to continue improving MAP's governance by further enhancing the coherence, efficiency, accountability and transparency of its operations as required by a context of severe financial and economic constrains. To this end, during the next biennium implementation of the Governance reforms launched by the Contracting Parties in 2008 should be completed while seeking greater engagement of Contracting Parties in all MAP activities and strengthening the services provided to them by MAP's institutional network. For this purposes, the functional review to align the functions of MAP started this biennium should be expanded to the whole of the MAP system in 2012, in appropriate manner accompanied by management by performance assessment; proposals to better focus MCSDD in light of Rio+20 results; the agreements with the countries hosting the Regional Activity Centres (RACs) should be signed; a new results-based methodology building on lessons learned from the current planning process should be employed in preparing the next Strategic and biennial Programmes of Work; the services provided by UNEP as Secretariat of the Convention should be clarified through an MOU; and, special attention should be given to the implementation of the resource mobilization strategy to ensure the financial sustainability of the MAP's activities.
6. Furthermore, with the view of making MAP more coherent with the relevant global frameworks, the Bureau recommended the following general orientations for the Programme of Work:
- E. The need to continue strengthening synergies and cooperation with other global processes for increased protection of the marine and coastal environment as well as pollution prevention and control, such as the UN Regular Process for Global Reporting, and the demands for completing the first integrated assessment by 2014; the IPCC assessment regarding climate change adaptation challenges for marine and coastal areas which will feed the finalisation of the Regional Framework for Climate Change Adaptation; and, UNEP Regional Seas initiatives for ex. the Inter-Governmental Review of the Global Programme of Action for the Protection of the Marine Environment from Land-based Activities (GPA-3) and the Global Framework for the Prevention and Management of Marine Debris. Synergy and cooperation should also be sought with regard to UN-DOALOS activities related to marine biological diversity beyond areas of national jurisdiction.

- F. The demands associated with the achievement in the Mediterranean of the strategic objectives (2011-2020) adopted by the Conference of the parties (COP 10) of the Convention on Biological Diversity (CBD) in Nagoya (Japan) regarding marine and coastal biodiversity;
- G. Evolving global and regional reflections such as those in preparation to the Rio+20 Summit (2012) with the aim to accelerate the path to the sustainable development in the Mediterranean.

#### Organization of MAP Focal Points Meeting (Athens, 28 November – 01 December 2011)

- 7. The Bureau meeting reviewed a list of Decisions to be submitted for consideration by the MAP Focal points. After discussion the Bureau invited the secretariat to prepare these Decisions with the recommendations agreed by the Bureau and provide the MAP Focal Points by the next week.
- 8. Considering the particular importance of the Decisions on Governance and on Programme of Work and Budget, the bureau invited the secretariat to adapt the agenda and timetable in order to ensure enough time to these decisions in the timetable of the Meeting.
- 9. The Decision on Governance should include among others: adopt the MAP Communication Strategy; mandate to reform MCSD considering as appropriate its 14<sup>th</sup> meeting conclusions and recommendations and taking into account Rio+20 results; adopt the resource mobilization strategy; mandate the Bureau to negotiate agreement with UNEP regarding the administrative support services it provides to the Barcelona Convention; find useful and endorse the functional review of UNEP/MAP system and request that it be extended to the rest of the MAP system; encourage RAC host countries to ratify agreements as soon as possible, as appropriate.
- 10. The Decision on Programme of Work and Budget should make reference to the budget constraints regionally and the deficit recovery in the MTF. Its drafting should rely on the conclusions and recommendations agreed at the Extended Bureau Meeting, including welcoming and adopting the new budget format, collection of arrears, CAL account, etc.

#### Amendments proposed by the Compliance Committee

- 11. The Bureau took note of the proposals from the Compliance Committee regarding the amendments to its Rules of procedures and Membership and recommended that these proposals be submitted for consideration by the Contracting Parties as part of the relevant Decision proposed by the Secretariat.

#### MCSD

- 12. The Bureau stressed the need of reforming the MCSD and better defining its role in the chain of decision making and the mechanisms of the Barcelona Convention.

#### MAP Contribution to Rio+20

- 13. The Bureau considers that the Rio+20 Conference is an opportunity for the Contracting Parties to the Barcelona Convention to share the Mediterranean experience through Ministers, the President of the Bureau of the Barcelona Convention and the UNEP

Regional Seas Programme. In this context, it recommended that the MAP Focal Points discuss about the messages to be delivered in Rio+20 and related modalities of delivery.

14. The bureau considers entry into force of the ICZM Protocol as an important contribution of the Mediterranean to delivery of the Agenda 21 and the Johannesburg Plan of Implementation objectives. In addition, the key role of Regional Seas Programme of UNEP and Barcelona Convention in particular needs to be highlighted in the context of integrated ecosystem based marine and coastal governance at global, regional, national and local levels.

#### Cooperation with other Organizations

15. The bureau welcomed steps taken and stressed the importance of establishing formal collaboration with GFCM, CBD, the Union for The Mediterranean and other relevant organizations. The Bureau also encouraged the Secretariat to pursue its contacts to link the MAP reporting system to the InforMEA initiative. In this context, the Bureau members recommended to ensure coherence, consistency and complementarity between ongoing relevant initiatives and programmes and supported cooperation in the region in this regard.

#### Status of implementation of Decision IG19/6 on "MAP/Civil society cooperation and partnership"

16. Following the explanation provided by the Secretariat, the Bureau agreed to finalise, through Email exchange, its decision concerning the applications received from three NGOs to become MAP observers and requested the Secretariat to provide information on these candidate NGOs.
17. The bureau recalled that one of the main objectives of the review decided in Marrakech (Decision IG19/6) was to provide assistance to NGOs from southern countries to become partners to MAP and looks forward to complete the review of MAP civil society partners during next biennium.

#### Administrative arrangements governing UNEP's action as Administrator of the Secretariat of the Barcelona Convention

18. The Bureau members welcomed the suggestion by the Secretariat to use as model the MOU signed between UNEP and CITES Parties and recommended that the Secretariat, in consultation with the Bureau, work during the next biennium on the finalisation of a similar MOU that would outline the Administrative arrangements between UNEP and MAP.

#### Preparation of the 17<sup>th</sup> Meeting of the Conference of the Parties

19. The Bureau members were informed by the Secretariat and the French delegation on the preparation of the COP including the main messages to be delivered. The Bureau was informed that the French authorities, concerned with continuing lack of clarity on how to address the MAP financial deficit issue properly, were not planning to have a Ministerial segment in the COP. The Bureau stressed the importance of the ministerial segment in the COP and expressed its concern as for the negative message that might emanate from having the COP without a ministerial segment. It was agreed to re-discuss the issue among the Bureau members in the Bureau meeting to be held on the margin of the next MAP Focal Points Meeting.

20. Concerning the COP Declaration, Bureau members suggested to group the topics for the Ministerial discussion under the following two topics: (i) Biodiversity and the ecosystems approach for a healthy and productive Mediterranean and (ii) Measures to accelerate the integrated management of the Mediterranean coastal zones.